

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2020





**© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Bâtiment Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél.: +32 (0) 484 942 792
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : Endless War / Raf Schoenmaekers

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-192-9

Retrouver ce rapport sur :
<https://grip.org/depenses-militaires-armes-compendium-2020>



Les rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.ifdoc.com,
l'édition universitaire en ligne.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation permanente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Avec le soutien de la



Wallonie

Ce rapport est publié dans le cadre du programme « Cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde » subventionné par la Région wallonne. Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2020

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Les dépenses militaires	4
La production d'armements	4
Les transferts d'armements conventionnels majeurs	5

TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE, 2019	7
Top 15 des dépenses militaires en 2019	7
Les tendances régionales	11
Dépenses militaires en pourcentage du PIB	20

LE TOP 100 DES ENTREPRISES PRODUCTRICES D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES EN 2018, SELON LE SIPRI	22
Évolutions du Top 100	22
États-Unis	24
Europe	26
Russie	28
Autres pays dont des entreprises figurent au Top 100	29
Comparaison du Top 100 avec les plus grandes entreprises manufacturières mondiales en 2018	31

TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES, 2019	37
Les exportateurs, 2015-2019	37
Les importateurs, 2015-2019	42

ANNEXES	51
---------	----

INTRODUCTION

Ce rapport contient une synthèse des données et statistiques les plus récentes sur les dépenses militaires mondiales, la production et les transferts internationaux d'armements conventionnels publiées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Certains tableaux en annexes sont complétés par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, du FMI, ou d'autres producteurs de données. Dans tous les cas, les sources sont clairement indiquées.

Ce Compendium 2020 annule et remplace toutes les données contenues dans les versions antérieures. Il contient une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il expose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur les sites Internet du SIPRI et du GRIP. Pour le lecteur qui souhaite approfondir la thématique, il constitue également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données et analyses plus complètes du SIPRI.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du Parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Institut international indépendant spécialisé dans la recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, ainsi que le désarmement, le SIPRI fournit des données, analyses et recommandations basées sur des sources ouvertes, aux décideurs politiques, chercheurs, médias ainsi qu'à tout public intéressé.

Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Cheffe de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements.

Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement du SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le SIPRI Yearbook, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques.

Les dépenses militaires

Le chapitre 2 du Compendium est une traduction du « SIPRI Fact Sheet – Trends in World Military Expenditure, 2019 »¹. Les données relatives aux dépenses militaires dans le monde sont établies par le SIPRI selon une méthodologie rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD)².

La SIPRI Military Expenditure Database fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2019, en devises nationales aux prix courants, en dollars courants ou constants aux prix de 2018, en pourcentage du PIB, en pourcentage des dépenses publiques, et par habitant.

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital relatives aux forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; les ministères de la défense et d'autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense ; les forces paramilitaires, lorsqu'on estime qu'elles sont formées et équipées pour des opérations militaires ; et les activités spatiales à caractère militaire.

Ces dépenses comprennent le personnel militaire et civil, y compris les retraites et les services sociaux liés au personnel ; les opérations et la maintenance ; l'approvisionnement ; la recherche et le développement militaire ainsi que l'aide militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur). La défense civile et les dépenses courantes relatives aux activités militaires antérieures – telles que les avantages alloués aux anciens combattants, la démobilisation et la destruction d'armes – n'en font pas partie.

La base de données et d'autres détails sur les sources et les méthodes utilisées sont disponibles à <<https://www.sipri.org/databases/milex>>.

La production d'armements

Le chapitre 3 est une traduction du « SIPRI Fact Sheet – The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2018 »³ et est consacré aux principaux groupes industriels de production d'armement dans le monde.

Les éditions du Compendium antérieures à 2017 se référaient aux données du Top 100 publiées par la revue spécialisée Defense News. Les archives relatives au Top 100

-
1. Dr. Tian N., Kuimova A., Dr. Lopes Da Silva D., Wezeman P. D. et Wezeman S.T., Trends in World Military Expenditure, 2019 (SIPRI, avril 2020), <https://www.sipri.org/publications/2020/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2019>
 2. Pour une explication de la méthodologie, voir : http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/copy_of_sources_methods
 3. Dr. Fleurant A., Kuimova A., Dr. Lopes Da Silva D., Tian N., Wezeman P. D. et Wezeman S.T., The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies, 2018 (SIPRI, décembre 2019), <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-fact-sheets/sipri-top-100-arms-producing-and-military-services-companies-2018>

des groupes du secteur de l'armement dans le monde établi par Defense News depuis 1998 sont toujours disponibles dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP : <<http://grip.org/chiffres-cles>>. Ce Top 100 diffère peu de celui établi par le SIPRI pour les grandes entreprises dans le haut du classement, mais peut présenter des divergences significatives pour la suite du classement. Le GRIP privilégie désormais le Top 100 établi par le SIPRI, sur la base d'une méthodologie rigoureuse, et qui présente aussi l'avantage de répertorier les principales filiales des grands groupes.

Les transferts d'armements conventionnels majeurs

Le chapitre 3 de ce Compendium est une traduction du « SIPRI Fact Sheet – Trends in International Arms Transfers, 2019 »⁴. Les données et informations relatives aux transferts internationaux d'armements conventionnels sont extraites des bases de données et publications du SIPRI.

Depuis le 12 mars 2018, la base de données libre d'accès du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données sur ces transferts en 2019 et des informations actualisées pour la période 1950-2019. La base de données vise à favoriser une meilleure compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette Fact Sheet utilise les nouvelles données pour résumer les tendances et les schémas mondiaux, régionaux et nationaux en matière de transferts d'armes, et met en lumière certaines questions et préoccupations connexes. Elle vise à encourager l'utilisation de la base de données à des fins de recherche, d'enquêtes, d'élaboration de politiques et de débats publics.

Cette base de données contient des informations sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (les ventes, les dons et la production sous licence) aux États, organisations internationales et groupes armés non étatiques depuis 1950. C'est la seule ressource accessible au public de données cohérentes sur les transferts d'armes depuis cette date. La base de données peut être utilisée pour suivre les transferts d'armes majeures et répondre à des questions telles que :

- Qui sont les fournisseurs et les bénéficiaires d'armes majeures ?
- Comment les relations entre différents fournisseurs et bénéficiaires ont-elles évolué au fil du temps ?
- Où les pays en conflit se procurent-ils leurs armes ?
- Comment les États appliquent-ils leur réglementation sur le contrôle des exportations ?
- Où se produisent les accumulations potentiellement déstabilisatrices d'armes aujourd'hui ?
- Quelles armes majeures ont été exportées ou importées ?

La base de données est disponible en ligne à <<http://www.sipri.org/databases/>>.

4. Wezeman P. D., Dr. Fleurant, A., Dr. Tian N., Kuimova A., Dr. Lopes Da Silva D. et Wezeman S.T., Trends in International Arms Transfers, 2019 (SIPRI, mars 2020), <https://www.sipri.org/publications/2020/sipri-fact-sheets/trends-international-arms-transfers-2019>

Le volume des livraisons pouvant fluctuer de manière significative d'une année à l'autre, le SIPRI présente des données pour des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les chiffres présentés dans cette Fact Sheet ne correspondent pas toujours aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondis.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (Trend Indicator Value, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est ainsi estimé à 40 % du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66 % de celle d'un équipement neuf. Le lecteur est invité à prendre attentivement connaissance de cette méthodologie sur le site du SIPRI⁵.

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut par conséquent en aucun cas être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (major conventional weapons) répartis en une dizaine de catégories : aéronefs, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres.

Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre (ALPC), les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100 mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI. Cette exclusion des ALPC et munitions doit être bien comprise pour l'interprétation des données de certains pays. C'est notamment le cas pour la Belgique, dont une part très importante des exportations porte précisément ce type d'armes et leurs munitions : les données établies par le SIPRI pour la Belgique ne peuvent par conséquent en aucune façon être comparées à celles qui sont communiquées dans les rapports des entités fédérées.

5. Pour une explication de la méthodologie, voir : <http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background>

TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE, 2019

Nan TIAN, Alexandra KUIIMOVA, Diego LOPES DA SILVA, Pieter D. WEZEMAN et Siemon T. WEZEMAN⁶

Estimées à 1 917 milliards de dollars en 2019, les dépenses militaires mondiales affichent leur niveau le plus élevé depuis 1988. Le total dépassait celui de 2018 de 3,6 % en termes réels et de 7,2 % celui de 2010 (voir figure 1). Les dépenses militaires mondiales ont augmenté chaque année à partir de 2015, après avoir connu une diminution constante de 2011 à 2014 à la suite de la crise financière et économique mondiale.

Cette Fact Sheet est une fiche d'information qui présente les données relatives aux dépenses militaires régionales et nationales pour 2019 et les tendances sur la décennie 2010-19. Elle se fonde sur la base de données, mise à jour, des dépenses militaires du SIPRI (SIPRI Military Expenditure Database), qui fournit des chiffres sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2019.

Le fardeau militaire mondial (c'est-à-dire les dépenses militaires mondiales en proportion du produit intérieur brut (PIB) mondial) était de 2,2 % en 2019, soit en légère augmentation par rapport à 2018. Les dépenses militaires par habitant sont passées de 243 dollars en 2018 à 249 dollars en 2019, la croissance de 1,1 % de la population mondiale ayant été dépassée par la croissance des dépenses militaires.

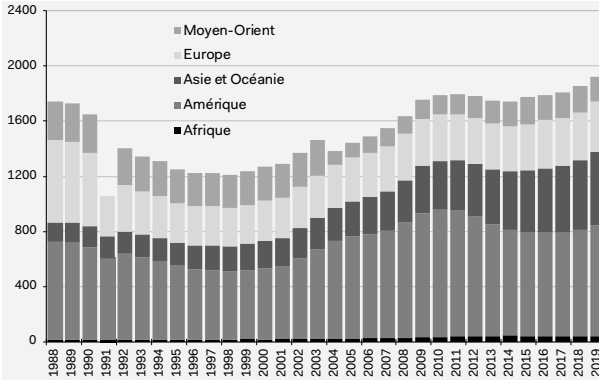
TOP 15 DES DÉPENSES MILITAIRES EN 2019

Les 15 pays qui dépensent le plus dans le domaine militaire en 2019 sont les mêmes qu'en 2018, bien que le classement ait connu d'importantes évolutions (voir tableau 1). Ensemble, les pays de ce top 15 ont dépensé 1 553 milliards de dollars en 2019, soit 81 % des dépenses militaires mondiales.

Tous les pays du top 15, sauf trois, affichent des dépenses militaires plus élevées en 2019 qu'en 2010. Les exceptions sont les États-Unis (-15 %), le Royaume-Uni (-15 %) et l'Italie (-11 %). L'augmentation de la Chine (85 %) a été de loin la plus importante du top 15.

6. Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI. Diego Lopes da Silva (Brésil) et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) sont chercheurs au sein du Programme armements et dépenses militaires du SIPRI et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche au sein du même programme.

Figure 1.
DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES,
PAR RÉGION, 1988-2019 (en milliards USD
constants de 2018)



Notes : En raison de l'absence de données pour l'Union soviétique en 1991, aucun total ne peut être calculé pour cette année.

Les estimations approximatives pour le Moyen-Orient sont incluses dans les totaux mondiaux pour 2015-19.

Source : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2020.

Parmi ces 15 pays qui affichent les dépenses militaires les plus élevées en 2019, le Japon présente le plus faible fardeau militaire : il ne consacre que 0,9 % de son PIB aux dépenses militaires. L'Arabie saoudite affiche le plus haut pourcentage, soit 8,0 %. Les fardeaux militaires d'Israël (5,3 %), de la Russie (3,9 %), des États-Unis (3,4 %), de la Corée du Sud (2,7 %) et de l'Inde (2,4 %) étaient également supérieurs au fardeau militaire mondial.

Avec des dépenses militaires de 732 milliards de dollars, les États-Unis sont restés de loin les plus grands dépensiers au monde en 2019, représentant 38 % des dépenses militaires mondiales. En 2019, les États-Unis ont effectué presque autant de dépenses militaires que les dix pays réunis qui le suivent dans le classement (voir figure 2).

Les dépenses militaires des États-Unis ont augmenté de 5,3 % en 2019 par rapport à 2018 (voir tableau 1).

FAITS PRINCIPAUX

- Les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 917 milliards de dollars en 2019, soit une augmentation de 3,6 % en termes réels.
- Les dépenses militaires totales représentaient 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2019.
- En 2019, les cinq pays les plus dépensiers sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Arabie saoudite, qui représentent ensemble 62 % des dépenses militaires mondiales.
- Les dépenses militaires américaines ont augmenté de 5,3 % pour atteindre 732 milliards de dollars. La Chine (5,1 %), l'Inde (6,8 %) et la Russie (4,5 %) ont vu leurs dépenses militaires augmenter. Les dépenses ont diminué de 16 % en Arabie saoudite.
- Les dépenses militaires ont augmenté en Europe (5,0 %), en Asie et Océanie (4,8 %), dans les Amériques (4,7 %) et en Afrique (1,5 %). Les dépenses militaires totales des pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles ont diminué de 7,5 %.
- Le fardeau militaire moyen était de 1,4 % du PIB pour les pays des Amériques, de 1,6 % pour l'Afrique, de 1,7 % pour l'Asie et Océanie et pour l'Europe, et de 4,5 % pour les pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles.

Tableau 1.

LES 40 PAYS AFFICHANT LES DÉPENSES MILITAIRES LES PLUS ÉLEVÉES EN 2019

Les dépenses et le PIB sont exprimés en dollars américains, aux prix et aux taux de change courants. Les variations sont en termes réels, sur la base d'USD constants (2018). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis à des nombres entiers. Les chiffres et les parts en pourcentage peuvent ne pas correspondre aux totaux ou sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Rang	Pays		Dépenses (mds \$)		Variation (%)		Dépenses en % du PIB ^b		Part mondiale (%)
	2019	2018 ^a	2019	2018-2019	2010-2019	2019	2010	2019	
1	1	États-Unis	732,0	5,3	-15,0	3,4	4,9	38,0	
2	2	Chine	[261,0]	5,1	85,0	[1,9]	[1,9]	[14,0]	
3	4	Inde	71,1	6,8	37,0	2,4	2,7	3,7	
4	5	Russie	65,1	4,5	30,0	3,9	3,6	3,4	
5	3	Arabie saoudite	[61,9]	-16,0	14,0	[8,0]	8,6	[3,2]	
Sous-total du top 5			1 191	..	..	..	..	62
6	6	France	50,1	1,6	3,5	1,9	2,0	2,6	
7	9	Allemagne	49,3	10,0	15,0	1,3	1,3	2,6	
8	7	Royaume-Uni	48,7	0,0	-15,0	1,7	2,4	2,5	
9	8	Japon	47,6	-0,1	2,0	0,9	1,0	2,5	
10	10	Corée du Sud	43,9	7,5	36,0	2,7	2,5	2,3	
Sous-total des 10 premiers			1 430	..	..	..	..	75
11	11	Brésil	26,9	-0,5	6,1	1,5	1,5	1,4	
12	12	Italie	26,8	0,8	-11,0	1,4	1,5	1,4	
13	13	Australie	25,9	2,1	23,0	1,9	1,9	1,4	
14	14	Canada	22,2	-2,0	27,0	1,3	1,2	1,2	
15	15	Israël	20,5	1,7	30,0	5,3	5,9	1,1	
Sous-total des 15 premiers			1 553	..	..	..	..	81
16	16	Turquie	20,4	5,8	86,0	2,7	2,3	1,1	
17	17	Espagne	17,2	0,9	-7,1	1,2	1,4	0,9	
18	20	Iran	12,6	-15,0	-36,0	2,3	2,9	0,7	
19	21	Pays-Bas	12,1	12,0	9,8	1,3	1,3	0,6	
20	18	Pologne	11,9	2,5	51,0	2,0	1,8	0,6	
21	22	Singapour	11,2	3,9	21,0	3,2	3,4	0,6	
22	23	Taïwan	10,4	1,1	1,9	1,7	2,0	0,5	
23	25	Algérie	10,3	7,8	93,0	6,0	3,5	0,5	
24	19	Pakistan	10,3	1,8	70,0	4,0	3,4	0,5	
25	24	Colombie	10,1	6,5	18,0	3,2	3,6	0,5	
26	28	Koweït	7,7	4,7	48,0	5,6	3,8	0,4	
27	27	Indonésie	7,7	-2,3	69,0	0,7	0,6	0,4	
28	31	Irak	7,6	21,0	73,0	3,5	2,7	0,4	
29	30	Thaïlande	7,3	1,4	27,0	1,3	1,6	0,4	
30	29	Norvège	7,0	4,7	30,0	1,7	1,5	0,4	
31	26	Oman	6,7	-12,0	60,0	8,8	6,3	0,4	
32	32	Mexique	6,5	7,9	47,0	0,5	0,5	0,3	
33	34	Suède	5,9	10,0	19,0	1,1	1,2	0,3	
34	33	Grèce	5,5	-0,4	-23,0	2,6	2,7	0,3	
35	41	Ukraine	5,2	9,3	132,0	3,4	1,9	0,3	
36	35	Chili	5,2	0,3	11,0	1,8	2,2	0,3	
37	37	Suisse	5,2	12,0	20,0	0,7	0,7	0,3	
38	40	Roumanie	4,9	17,0	154,0	2,0	1,3	0,3	
39	36	Belgique	4,8	3,4	-7,3	0,9	1,1	0,3	
40	38	Danemark	4,6	4,2	8,1	1,3	1,4	0,2	
Sous-total des 40 premiers			1 771	..	..	..	..	92
Monde			1 917	3,6	7,2	2,2	2,5	100	

.. = données non disponibles ou non applicables ;

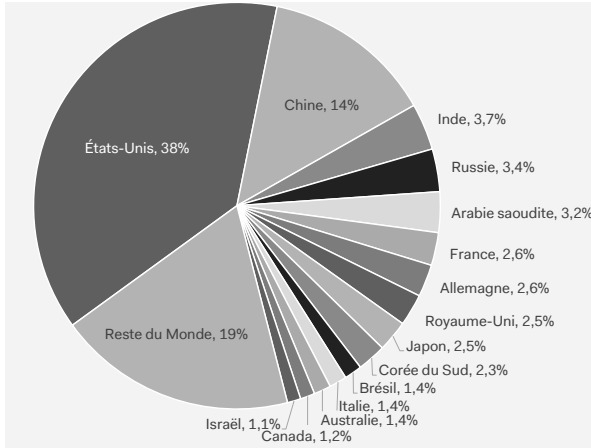
[] = estimation du SIPRI ; PIB = produit intérieur brut.

^a Les classements pour 2018 sont basés sur les chiffres actualisés des dépenses militaires figurant dans l'édition actuelle de la base de données des dépenses militaires du SIPRI. Ils peuvent donc différer des classements pour 2018 donnés dans l'Annuaire 2019 du SIPRI et dans d'autres publications du SIPRI en 2019.

^b Les chiffres des dépenses militaires en pourcentage du PIB sont basés sur les estimations du PIB de 2019 les bases de données du Fonds monétaire international « Perspectives de l'économie mondiale et Statistiques financières internationales ».

Sources : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2020 ; Fonds monétaire international, base de données des perspectives de l'économie mondiale, octobre 2019 ; et Fonds monétaire international, base de données des statistiques financières internationales, septembre 2019.

Figure 2.
PART DES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES
DES 15 PAYS AFFICHANT LES DÉPENSES
LES PLUS ÉLEVÉES EN 2019



Source : Base de données des dépenses militaires du SIPRI (SIPRI Military Expenditure Database), avril 2020.

C'est la deuxième année de croissance des dépenses militaires américaines après sept années de baisse continue. En effet, entre 2010 et 2017, les dépenses ont diminué de 22 %. La croissance des dépenses militaires des États-Unis entre 2017 et 2019 peut être attribuée à une augmentation des coûts de personnel, due au recrutement de 16 000 militaires supplémentaires et à la modernisation en cours de ses stocks d'armes conventionnelles et nucléaires. Toutefois, malgré les récentes augmentations, les dépenses militaires américaines en 2019 sont restées inférieures de 15 % au pic de 2010, lorsque le fardeau militaire des États-Unis s'élevait à 4,9 % du PIB.

On estime que la Chine, qui est le deuxième plus grand dépensier au monde, a alloué 261 milliards de dollars à l'armée en 2019, soit 14 % des dépenses militaires mondiales. Ses dépenses militaires en 2019 ont dépassé de 5,1 % celles de 2018 et de 85 % celles de 2010. Les dépenses militaires de la Chine n'ont cessé d'augmenter depuis 1994 (pendant 25 années consécutives). Cette croissance épouse celle de la croissance économique du pays. Entre 2010 et 2019, le fardeau militaire de la Chine est resté pratiquement inchangé, à 1,9 % de son PIB.

En raison de l'augmentation de 6,8 % des dépenses militaires de l'Inde en 2019, combinée à la baisse significative des dépenses de l'Arabie saoudite (-16 %) sur la même période, l'Inde s'est classée pour la première fois au 3^e rang en 2019. La baisse de l'Arabie saoudite et l'augmentation des dépenses de la Russie (4,5 %) ont fait progresser cette dernière d'une place – de la 5^e à la 4^e – dans le classement, tandis que l'Arabie saoudite est passée de la 3^e à la 5^e place.

À 50,1 milliards de dollars, les dépenses militaires de la France en 2019 sont les 6^e plus élevées au monde et les plus importantes parmi les États d'Europe occidentale.

L'Allemagne a connu la plus forte augmentation annuelle (10 %) des dépenses militaires parmi le top 15 en 2019 et a progressé de deux places dans le classement, passant de la 9^e à la 7^e.

Six des 15 pays qui dépensent le plus sont membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada. Ensemble, ces six pays représentent 48 % (929 milliards de dollars) des dépenses militaires mondiales. Les dépenses totales des 29 membres de l'OTAN s'élevaient à 1 035 milliards de dollars en 2019.

LES TENDANCES RÉGIONALES

Dans au moins quatre des cinq régions du monde, les dépenses militaires ont augmenté en 2019 (voir tableau 2). La plus forte augmentation a été enregistrée en Europe (5,0 %), suivie par l'Asie et Océanie (4,8 %), les Amériques (4,7 %) et l'Afrique (1,5 %). Pour la cinquième année consécutive, le SIPRI ne peut fournir une estimation des dépenses totales au Moyen-Orient. Parmi les pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses militaires combinées ont diminué de 7,5 % en 2019.

Afrique

Les dépenses militaires en Afrique, estimées à 41,2 milliards de dollars, ont représenté 2,1 % du total mondial en 2019 (voir tableau 2). La croissance marginale des dépenses militaires africaines en 2019 a été la première depuis cinq ans. Malgré les diminutions annuelles de 2015 à 2018, les augmentations des autres années ont amené une augmentation totale des dépenses militaires africaines de 17 % totales au cours de la décennie 2010-19.

Les dépenses militaires des pays d'Afrique du Nord sont estimées à 23,5 milliards de dollars en 2019, ce qui représente 57 % du total pour l'Afrique. En raison des tensions de longue date entre l'Algérie et le Maroc, des insurrections internes et de la poursuite de la guerre civile en Libye, les dépenses militaires dans la sous-région ont augmenté de 4,6 % par rapport à 2018 (voir figure 3) et de 67 % par rapport à 2010.

À 10,3 milliards de dollars en 2019, les dépenses militaires de l'Algérie sont les plus élevées de l'Afrique du Nord (et de l'Afrique dans son ensemble) et représentent 44 % du total sous-régional. Les dépenses militaires de l'Algérie ont augmenté presque continuellement depuis 2000, et particulièrement au cours de la période 2004-16, où les dépenses ont augmenté pendant 13 années consécutives et ont atteint un niveau record en 2016. À 6,0 % de son PIB, le fardeau militaire de l'Algérie était le plus élevé d'Afrique en 2019.

Les dépenses militaires en Afrique subsaharienne ont chuté de 2,2 % en 2019 pour atteindre 17,7 milliards de dollars, soit 15 % de moins qu'en 2010. À 3,5 milliards de dollars, les dépenses militaires de l'Afrique du Sud étaient les plus élevées de l'Afrique subsaharienne en 2019. Ses dépenses ont diminué de 1,5 % en 2019, soit la quatrième année de baisse consécutive. Le Nigeria a été le deuxième plus grand dépensier de la sous-région en 2019 : il a alloué 1,9 milliard de dollars à son armée, soit une baisse de 8,2 % par rapport à 2018 (voir tableau 3).

Ces dernières années, les dépenses militaires des États d'Afrique subsaharienne ont été instables. Sur les 19 pays qui ont augmenté leurs dépenses militaires en 2019, huit les ont diminuées en 2018. De même, 13 des 23 pays qui ont réduit leurs dépenses en 2019 les avaient augmentées en 2018. Cela signifie que, globalement, pour 21 des 42 pays de la sous-région (pour lesquels des données pertinentes sont disponibles), la tendance des variations s'est inversée en 2019.

TABLEAU 2.
DÉPENSES MILITAIRES, PAR RÉGION
ET SOUS-RÉGION, 2019

Les chiffres des dépenses sont en dollars américains, aux prix et aux taux de change actuels. Les variations sont en termes réels, sur la base de dollars américains constants (2018). Les pourcentages de variation inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis à des nombres entiers. Les chiffres et les parts en pourcentage peuvent ne pas correspondre aux totaux ou aux sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Région et sous-région	Dépenses (mds USD)	Variation (%)		Part mondiale (%)
		2019	2018-2019		2010-2019
Monde	1 917	3,6	7,2	100
<i>Africa</i> ^a	(41,2)	1,5	17	2,1
Afrique du Nord	(23,5)	4,6	67	1,2
Afrique subsaharienne ^a	17,7	-2,2	-15	0,9
<i>Amériques</i> ^b	815	4,7	-13	43
Amérique centrale et Caraïbes ^b	8,7	8,1	49	0,5
Amérique du Nord	754	5,1	-15	39
Amérique du Sud	52,8	0,2	8,9	2,8
<i>Asie et Océanie</i> ^c	523	4,8	51	27
Asie centrale ^d	2,2	1,6	63	0,1
Asie de l'Est ^e	363	4,6	58	19
Océanie	29,0	3,5	25	1,5
Asie du Sud	88,1	6,4	41	4,6
Asie du sud-est ^f	40,5	4,2	34	2,1
<i>Europe</i>	356	5	8,8	19
Europe centrale	31,5	14	61	1,6
Europe de l'Est	74,0	4,9	35	3,9
Europe de l'Ouest	251	3,9	-0,6	13
<i>Moyen Orient</i> ^g	..	..	..	..

.. = données non disponibles ou non applicables ; () = estimation incertaine.

^a Les chiffres excluent Djibouti, l'Érythrée et la Somalie.

^b Les chiffres excluent Cuba.

^c Les chiffres excluent le Myanmar, la Corée du Nord, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

^d Les chiffres excluent le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

^e Les chiffres excluent la Corée du Nord.

^f Les chiffres excluent le Myanmar.

^g Aucune estimation du SIPRI pour le Moyen-Orient n'est disponible pour 2015-19. Une estimation approximative pour le Moyen-Orient (à l'exclusion de la Syrie) est incluse dans le total mondial.

Source : Base de données des dépenses militaires du SIPRI (SIPRI Military Expenditure Database), avril 2020.

Les conflits armés sont l'une des principales raisons pour lesquelles les dépenses militaires en Afrique subsaharienne sont de nature instable. En 2019, par exemple, dans la région du Sahel et du lac Tchad, où plusieurs conflits armés sont en cours, les dépenses militaires ont augmenté au Burkina Faso (22 %), au Cameroun (1,4 %) et au Mali (3,6 %), mais ont diminué au Tchad (-5,1 %), au Niger (-20 %) et au Nigeria (8,2 %).

Parmi les pays d'Afrique centrale qui ont été impliqués dans des conflits armés, les dépenses militaires ont augmenté en 2019 en République centrafricaine (8,7 %), en République démocratique du Congo (16 %) et en Ouganda (52 %), mais ont diminué au Burundi (-4,5 %). Dans la Corne de l'Afrique, les dépenses militaires ont diminué en 2019 en Éthiopie (-1,6 %) et au Kenya (-1,7 %) ; toutefois, leurs dépenses cette même année sont restées nettement supérieures à celles de 2010 : celles de l'Éthiopie ont augmenté de 12 %, tandis que celles du Kenya ont augmenté de 25 %.

Les Amériques

Les dépenses militaires dans les Amériques ont atteint 815 milliards de

dollars en 2019 et représentent 43 % du total mondial. Trois pays de la région figuraient parmi les 15 plus grands dépensiers au monde en 2019 : les États-Unis (1^{er} rang),

le Brésil (11^e rang) et le Canada (14^e rang). Malgré l'augmentation globale de 4,7 % en 2019, les dépenses militaires des États de la région ont diminué de 13 % par rapport à 2010. À 754 milliards de dollars, les dépenses des deux pays d'Amérique du Nord (Canada et États-Unis) ont représenté 92 % du total pour les Amériques. Ce chiffre est supérieur de 5,1 % à celui de 2018, mais inférieur de 15 % à celui de 2010 (voir tableau 2).

Les dépenses militaires de l'Amérique du Sud sont restées relativement inchangées en 2019, à 52,8 milliards de dollars, soit une hausse de 0,2 % par rapport à 2018. Cette croissance, bien que mineure, a poursuivi la tendance à la hausse de la dernière décennie : entre 2010 et 2019, les dépenses ont augmenté de 8,9 %. En 2019, les trois principaux contributeurs aux dépenses militaires sud-américaines étaient le Brésil (51 %), la Colombie (19 %) et le Chili (9,8 %). Ensemble, ils représentaient 80 % des dépenses de la sous-région.

Les dépenses militaires brésiliennes ont légèrement diminué en 2019, de 0,5 %, après deux années consécutives de croissance, pour atteindre 26,9 milliards de dollars. Bien que le niveau global des dépenses militaires soit resté relativement inchangé en 2019, des changements importants ont eu lieu dans les catégories de dépenses. Les dépenses de personnel, par exemple, ont connu la plus forte augmentation annuelle depuis plus de dix ans, dans le cadre d'un plan visant à augmenter les salaires des militaires.

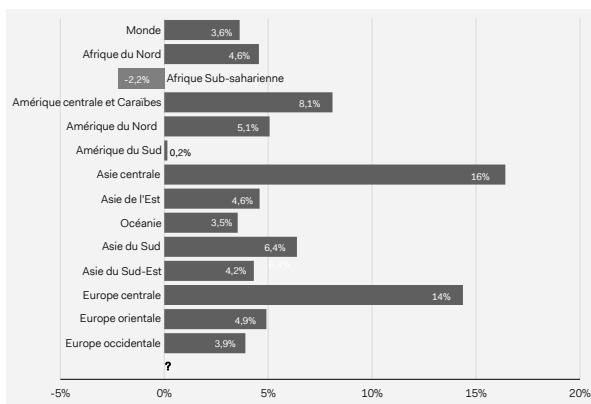
Les dépenses militaires totales des États d'Amérique centrale et des Caraïbes se sont élevées à 8,7 milliards de dollars en 2019. Les dépenses militaires dans la sous-région ont augmenté de 8,1 % en 2019 et de 49 % au cours de la décennie 2010-19.

Les dépenses militaires du Mexique ont représenté 75 % du total sous-régional. Avec 6,5 milliards de dollars, elles dépassent de 7,9 % celles de 2018. Cette croissance est en grande partie due aux coûts associés à la stratégie du gouvernement, qui consiste à utiliser l'armée pour lutter contre les cartels de la drogue.

Asie et Océanie

Les dépenses militaires en Asie et Océanie s'élevaient à 523 milliards de dollars en 2019, soit 27 % du total mondial (voir tableau 2). Cinq des quinze pays qui dépenseront le plus

Figure 3.
ÉVOLUTION DES DÉPENSES MILITAIRES, PAR SOUS-RÉGION, 2018-19



Note : Aucune estimation de l'évolution des dépenses militaires au Moyen-Orient n'est donnée car les données pour 2015-19 sont très incertaines. Cependant, une estimation pour le Moyen-Orient est incluse dans le total mondial estimé.

Source : Base de données des dépenses militaires du SIPRI, avril 2020.

Tableau 3.

AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS RELATIVES LES PLUS IMPORTANTES DES DÉPENSES MILITAIRES, 2018-19

Les chiffres des dépenses sont en dollars américains, aux prix et aux taux de change actuels. Les variations sont en termes réels, sur la base de dollars américains constants (2018). Les pourcentages de variation inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis à des nombres entiers. Les pays dont les dépenses militaires en 2019 sont inférieures à 100 millions de dollars (ou 50 millions de dollars en Afrique) sont exclus.

Rang	Pays	Dépenses (millions \$) Augmentation (%)		Pays	Dépenses (millions \$) Diminution (%)	
		2019	2018-2019		2019	2018-2019
1	Bulgarie	2 127	127	Zimbabwe	547	-50
2	Togo	171	70	Mozambique	137	-22
3	Ouganda	646	52	Bénin	68	-20
4	Slovaquie	1 865	48	Niger	172	-20
5	Serbie	1 144	43	Arabie saoudite	61 867	-16
6	Macédoine du Nord	151	30	Iran	12 623	-15
7	Guatemala	344	24	Zambie	293	-13
8	Tunisie	1 001	23	Liban	2 521	-12
9	Burkina Faso	358	22	Oman	6 730	-12
10	Irak	7 599	21	Bahreïn	1 405	-9,3
11	Jamaïque	252	20	Argentine	3 143	-9,2
12	Afghanistan	227	20	Soudan	722	-9,2
13	Nouvelle-Zélande	2 927	19	Angola	1 471	-8,7
14	Kazakhstan	1 766	19	Nigeria	1 860	-8,2
15	Brunei Darussalam	415	17	Côte d'Ivoire	536	-8,0

Source : Base de données des dépenses militaires du SIPRI, avril 2020.

en 2019 se trouvent dans cette région : la Chine (2^e rang), l'Inde (3^e rang), le Japon (9^e rang), la Corée du Sud (10^e rang) et l'Australie (13^e rang).

L'augmentation de 4,8 % des dépenses militaires de la région en 2019 a poursuivi une tendance à la hausse ininterrompue qui remonte au moins à 1989. La région d'Asie et Océanie est la seule à avoir connu une croissance continue depuis 1989 et la croissance de 51 % sur la décennie 2010-19 a été de loin la plus importante de toutes les régions. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des dépenses militaires chinoises, qui en 2019 représentaient 50 % des dépenses totales de la région, contre 36 % en 2010.

Des augmentations substantielles ont été enregistrées dans toutes les sous-régions d'Asie et Océanie entre 2018 et 2019 et au cours de la décennie 2010-19 (voir figure 3 et tableau 2). Au cours de ces deux périodes, le niveau d'augmentation le plus élevé a été enregistré en Asie centrale (63 % en 2010-19 et 16 % en 2018-19).

À 71,1 milliards de dollars, l'Inde affichait les dépenses militaires les plus élevées d'Asie du Sud en 2019. Celles-ci étaient de 6,8 % plus élevées qu'en 2018. Elles ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies, avec une augmentation

de 259 % sur la période de 30 ans 1990-2019 et de 37 % sur la décennie 2010-19. Toutefois, le fardeau militaire de l'Inde est passé de 2,7 % du PIB en 2010 à 2,4 % en 2019.

Les tensions et la rivalité de l'Inde avec la Chine et le Pakistan sont parmi les principaux facteurs de l'augmentation de ses dépenses militaires. Les dépenses militaires du Pakistan même ont augmenté de 70 % au cours de la décennie 2010-19, pour atteindre 10,3 milliards de dollars. Le fardeau militaire est passé de 3,4 % du PIB en 2010 à 4,0 % en 2019. Outre la Chine, le Japon et la Corée du Sud sont les plus grands dépensiers militaires en Asie de l'Est. Les dépenses militaires du Japon s'élevaient à 47,6 milliards de dollars en 2019, soit 0,1 % de moins qu'en 2018. Ce pays enregistre toutefois une augmentation de 2,0 % entre 2010 et 2019. En Corée du Sud, la tendance à la hausse des dépenses militaires depuis 2000 s'est poursuivie. En 2019, les dépenses militaires sud-coréennes ont atteint 43,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à 2018 et de 36 % par rapport à 2010.

L'Australie est de loin le pays qui dépense le plus dans le domaine militaire en Océanie. En 2019, ses dépenses militaires se sont élevées à 25,9 milliards de dollars. Ce montant était supérieur de 2,1 % à celui de 2018 et de 23 % à celui de 2010. L'Australie perçoit des menaces militaires accrues dans son voisinage, notamment de la Chine, et ailleurs dans le monde.

Les dépenses militaires en Asie du Sud-Est ont augmenté de 4,2 % en 2019 pour atteindre 40,5 milliards de dollars, après une baisse de 4,1 % en 2018. Au cours de la décennie 2010-19, ces dépenses ont augmenté de 34 %. Sept des huit États de la sous-région pour lesquels des données sont disponibles ont augmenté leurs dépenses militaires entre 2010 et 2019. Les plus grands dépensiers de la sous-région en 2019 étaient Singapour (28 % du total sous-régional), l'Indonésie (19 %) et la Thaïlande (18 %). Pour plusieurs États, les augmentations de ces dix dernières années sont en partie destinées à payer l'expansion des capacités de leurs forces armées en réaction aux revendications et aux activités chinoises en mer de Chine méridionale.

Europe

Le total des dépenses militaires en Europe en 2019 s'élevait à 356 milliards de dollars, soit 5,0 % de plus qu'en 2018 et 8,8 % de plus qu'en 2010. L'Europe a représenté environ 19 % des dépenses militaires mondiales en 2019, ce qui en fait la troisième région après les Amériques et l'Asie et l'Océanie. Cinq des 15 plus grands dépensiers militaires au monde se trouvent en Europe : La Russie (4^e rang), la France (6^e rang), l'Allemagne (7^e rang), le Royaume-Uni (8^e rang) et l'Italie (12^e rang).

Estimation des dépenses militaires pour l'Allemagne et le Royaume-Uni

Les définitions adoptées par les pays pour rendre compte des dépenses militaires présentent des différences. Le SIPRI a donc adopté sa propre définition comme ligne directrice (voir « La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires, sources et méthodes »). Toutefois, cela signifie qu'il peut y avoir des différences entre les estimations du SIPRI et les données officielles communiquées par les pays. Par exemple, les estimations annuelles du SIPRI concernant les dépenses militaires de l'Allemagne et du Royaume-Uni sont nettement inférieures aux chiffres des « dépenses de défense » que ces deux pays communiquent à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'écart entre les estimations du SIPRI pour ces pays et les données de l'OTAN s'est creusé ces dernières années.

Allemagne

L'estimation du SIPRI des dépenses militaires allemandes en 2019 est inférieure de 3,3 milliards de dollars au chiffre des « dépenses de défense » que l'Allemagne a communiqué à l'OTAN pour cette année-là. Cela s'explique par le fait que le total du SIPRI n'inclut que les dépenses du ministère allemand de la Défense (MOD) et quelques dépenses mineures consacrées à des activités militaires d'autres ministères. Dans son chiffre des « dépenses de défense » pour l'OTAN, l'Allemagne inclut également les dépenses consacrées aux activités non militaires liées au maintien de la paix et de la sécurité, comme l'aide humanitaire et l'aide au développement dans le contexte des crises. Sont également incluses les activités de consolidation de la paix et de résolution des conflits. Cependant, les détails exacts des données soumises par l'Allemagne à l'OTAN sont confidentiels et il est donc impossible d'évaluer quelle part des 3,3 milliards de dollars est comptabilisée par ces activités non militaires et si cette somme concerne également d'autres activités militaires non identifiées qui ne sont pas incluses dans le total du SIPRI.

Royaume-Uni

L'estimation du SIPRI des dépenses militaires du Royaume-Uni en 2019 est inférieure de 11,2 milliards de dollars au chiffre des « dépenses de défense » communiquées à l'OTAN par le Royaume-Uni. Le chiffre du SIPRI est basé sur des données publiques concernant les dépenses du ministère britannique de la Défense (MOD). D'autres sources, dont une évaluation de la Chambre des Communes pour 2017, indiquent qu'entre 3 et 4 milliards de dollars du chiffre fourni à l'OTAN pourraient concerner les paiements des pensions militaires qui s'ajoutent aux dépenses déclarées par le MOD. Ces dépenses ne sont pas incluses dans l'estimation du SIPRI parce qu'il n'a pas été possible de retrouver des données cohérentes sur les dépenses du régime de retraite pour l'ensemble de la série de données. D'autres postes de dépenses qui pourraient faire partie des données soumises par le Royaume-Uni à l'OTAN comprennent la contribution du pays aux opérations de maintien de la paix des Nations unies et le coût des opérations militaires non couvertes par le budget du MOD. Toutefois, ces postes de dépenses supplémentaires ne permettent pas de combler entièrement le déficit de 11,2 milliards de dollars. Des questions subsistent donc sur ce que le gouvernement britannique déclare à l'OTAN concernant ses dépenses militaires.

En 2019, les dépenses militaires en Europe occidentale ont augmenté de 3,9 % par rapport à 2018 (251 milliards de dollars), mais ont diminué de 0,6 % par rapport à 2010. Les dépenses militaires en Europe orientale ont atteint 74 milliards de dollars en 2019. Elles ont augmenté de 4,9 % par rapport à 2018 et de 35 % par rapport à 2010.

Les sept pays d'Europe orientale ont tous augmenté leurs dépenses militaires en 2019. En Europe centrale, les dépenses en 2019 ont été de 31,5 milliards de dollars, soit 14 % de plus qu'en 2018 et 61 % de plus qu'en 2010.

Les dépenses militaires de la France ont augmenté de 1,6 % en 2019 pour atteindre 50,1 milliards de dollars. Pour le total de la décennie 2010-19, l'augmentation est de 3,5 %. L'augmentation en 2019 a suivi l'adoption de la loi de programmation militaire pour 2019-25, qui vise à aligner les dépenses militaires françaises sur l'objectif de l'OTAN de 2 % du PIB d'ici 2025.

En 2019, l'Allemagne a augmenté ses dépenses militaires de 10 % pour atteindre 49,3 milliards de dollars, soit 1,3 % du PIB (voir encadré 1). Ses dépenses militaires ont dépassé de 15 % celles de 2010, année où elles représentaient également de 1,3 % du PIB. En particulier, les dépenses de l'Allemagne en 2019 ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1993, lorsque le fardeau militaire représentait 1,7 % du PIB.

À 48,7 milliards de dollars, les dépenses militaires du Royaume-Uni sont restées inchangées en 2019, mais ont diminué de 15 % par rapport à 2010. Les dépenses du Royaume-Uni sont restées assez stables depuis 2015 (voir encadré 1). À 1,7 % du PIB, le fardeau militaire du Royaume-Uni en 2019 était à son niveau le plus bas depuis 1950.

Les dépenses militaires de la Russie s'élevaient à 65,1 milliards de dollars en 2019 et représentaient 88 % des dépenses militaires en Europe orientale. Les dépenses militaires russes ont augmenté de manière significative au cours des deux dernières décennies. En 2019, elles étaient supérieures de 30 % à celles de 2010 et de 175 % celles de 2000. Entre 2018 et 2019, les dépenses militaires de la Russie ont augmenté de 4,5 % et le fardeau militaire est passé de 3,7 % à 3,9 % du PIB.

Quatre pays d'Europe centrale ont augmenté leurs dépenses militaires de plus de 150 % entre 2010 et 2019 : la Lituanie (232 %), la Lettonie (176 %), la Bulgarie (165 %) et la Roumanie (154 %). La Pologne, qui représentait 38 % du total pour l'Europe centrale en 2019, a augmenté ses dépenses militaires de 51 % au cours de la décennie 2010-19. Entre 2018 et 2019, la Bulgarie a connu la plus forte augmentation relative des dépenses militaires de tous les pays du monde (127 % ; voir tableau 3). Cette hausse des dépenses peut être attribuée au paiement intégral par la Bulgarie de huit nouveaux avions de combat commandés en 2019.

Le Moyen-Orient

Le SIPRI n'a pas estimé les dépenses militaires totales au Moyen-Orient depuis 2015 en raison d'un manque de données pour le Qatar, la Syrie, les Émirats arabes unis (EAU) et le Yémen. Le total combiné des dépenses militaires en 2019 pour les 11 pays pour lesquels des données sont disponibles était de 147 milliards de dollars⁷.

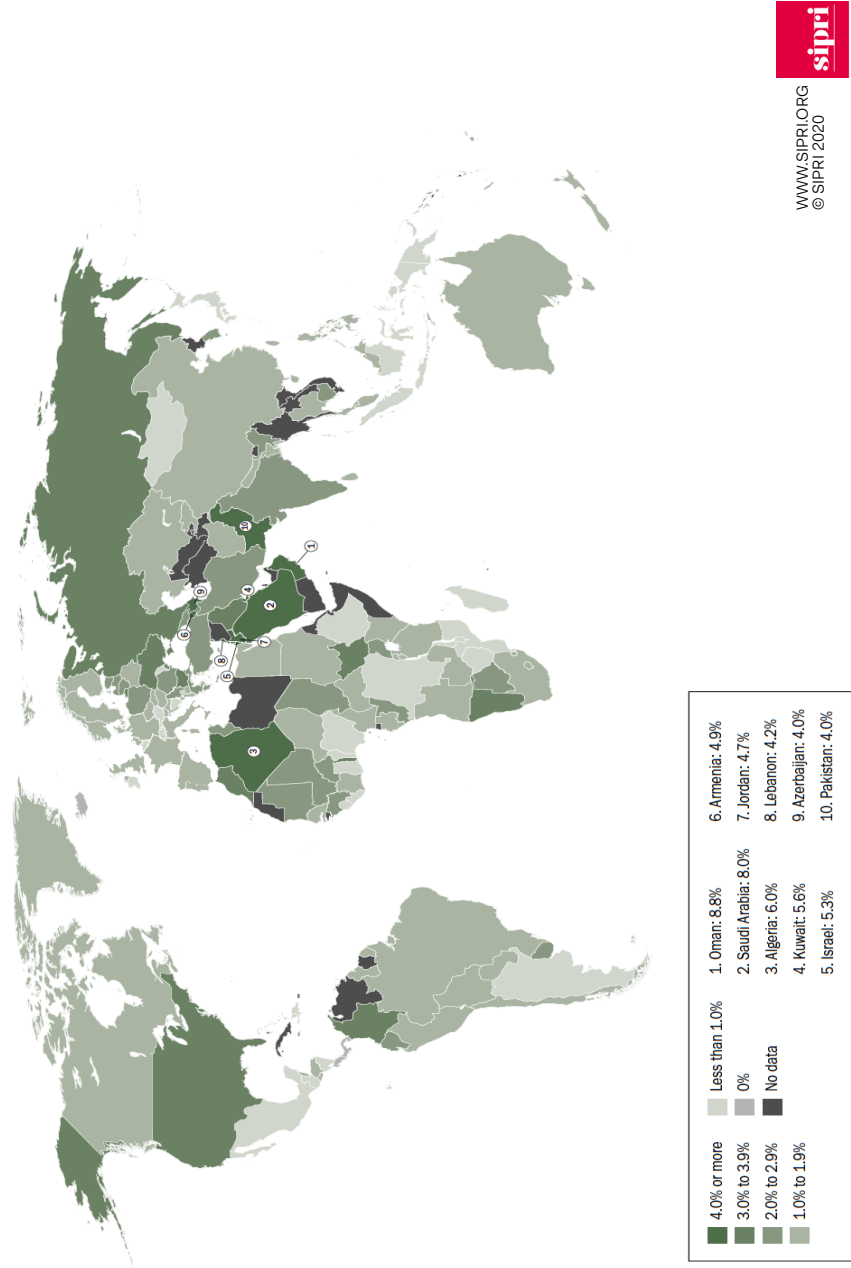
7. Les pays inclus dans l'estimation sont l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, l'Iran, Israël, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman et la Turquie.

Deux des 15 plus grands dépensiers en 2019 se trouvent au Moyen-Orient : l'Arabie saoudite (5^e rang) et Israël (15^e rang). L'Arabie saoudite est de loin le pays qui dépense le plus dans le domaine militaire dans la région, avec un total estimé à 61,9 milliards de dollars en 2019. Après avoir atteint un sommet historique en 2015, lorsque l'Arabie saoudite était le troisième pays du monde en termes de dépenses militaires, celles-ci ont chuté de 28 % en 2016, ont augmenté de 15 % entre 2016 et 2018, mais ont de nouveau diminué en 2019, de 16 %. La baisse des dépenses militaires en 2019 était inattendue, car l'Arabie saoudite a poursuivi ses opérations militaires au Yémen et, après une attaque de missiles ayant entraîné dommages importants à son industrie pétrolière en septembre 2019, les tensions avec l'Iran se sont accrues.

Les dépenses militaires d'Israël se sont élevées à 20,5 milliards de dollars en 2019, soit une légère augmentation de 1,7 % par rapport à 2018. Entre 2010 et 2019, les dépenses militaires israéliennes ont augmenté de manière régulière, et en 2019, elles étaient de 30 % supérieures à celles de 2010. Les dépenses militaires turques ont augmenté de 86 % au cours de la décennie 2010-19 pour atteindre 20,4 milliards de dollars. L'augmentation a été particulièrement forte entre 2017 et 2018, de 27 %, alors qu'entre 2018 et 2019, elle était de 5,8 %.

Les dépenses militaires de l'Iran en 2019 se sont élevées à 12,6 milliards de dollars, soit une baisse de 15 % par rapport à 2018. Cette baisse suit une diminution de 23 % en 2018. La baisse des dépenses a coïncidé avec le rétablissement, en 2018, des sanctions économiques par les États-Unis, qui a eu un impact négatif sur l'économie iranienne. Cette baisse s'est produite en dépit de la détérioration des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Figure 4.
DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, PAR PAYS, 2019



WWW.SIPRI.ORG
© SIPRI 2020



Notes : Les pays dont la part des dépenses militaires dans le produit intérieur brut est de 4,0 % ou plus figurent dans la liste. Les territoires contestés ne sont pas indiqués sur la carte.
Source : Base de données des dépenses militaires du SIPRI, avril 2020.

DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PIB

La part des dépenses militaires d'un pays dans le PIB – également appelée « fardeau militaire » – est la mesure la plus simple de la charge économique relative que l'armée fait peser sur ce pays. Le fardeau militaire mondial a suivi une tendance à la baisse en 2010-19, diminuant chaque année sauf en 2015 et 2019. Le fardeau militaire moyen de chaque région a varié considérablement au cours de la décennie : il a diminué pour les pays d'Afrique et des Amériques, alors qu'il a augmenté pour les pays d'Europe et du Moyen-Orient (pour lesquels des données sont disponibles), et est resté inchangé pour les pays d'Asie et Océanie.

En 2019, en moyenne, les pays des Amériques affichaient le fardeau militaire le plus faible, avec 1,4 % du PIB. Pour les pays africains, la moyenne était légèrement supérieure, à 1,6 %. En Asie et Océanie, ainsi qu'en Europe, il était de 1,7 %. La moyenne la plus élevée, soit 4,5 %, a été enregistrée par les États du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles.

Sur les 149 pays pour lesquels le SIPRI dispose de données sur le fardeau militaire pour 2019, dix ont alloué 4,0 % ou plus de leur PIB à l'armée, 13 ont eu un fardeau militaire de 3,0-3,9 % du PIB, 24, un fardeau de 2,0-2,9 %, 65, de 1,0-1,9 % et 34 ont alloué moins de 1,0 % de leur PIB à l'armée (voir figure 4)⁸. Trois pays n'ont pas d'armée et n'ont donc pas de fardeau militaire : le Costa Rica, l'Islande et le Panama.

Six des dix pays ayant un fardeau militaire de 4,0 % ou plus se trouvent au Moyen-Orient : Oman, qui consacre 8,8 % de son PIB à l'armée (le niveau le plus élevé au monde), l'Arabie saoudite (8,0 %), le Koweït (5,6 %), Israël (5,3 %), la Jordanie (4,7 %) et le Liban (4,2 %). Les quatre autres sont l'Algérie (6,0 %), l'Arménie (4,9 %), l'Azerbaïdjan (4,0 %) et le Pakistan (4,0 %).

La base de données des dépenses militaires du SIPRI, sources et méthodes

La base de données des dépenses militaires du SIPRI fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2019 en prix courants locaux, en USD constants, en USD courants, en part du produit intérieur brut (PIB), par habitant et en part des dépenses publiques générales. La base de données des dépenses militaires du SIPRI a été mise à jour le 27 avril 2020. Ces nouvelles données remplacent toutes les données précédentes publiées par le SIPRI. La base de données et de plus amples détails sur les définitions, les sources et les méthodes utilisées sont disponibles sur la page web de la base de données des dépenses militaires du SIPRI.

8. Aucune donnée sur le PIB de la Somalie n'est disponible.

Tous les chiffres relatifs aux dépenses en 2019 sont donnés en USD courants de 2019. Les chiffres relatifs aux augmentations ou aux diminutions des dépenses militaires, souvent décrits comme des changements en « termes réels » ou ajustés en fonction de l'inflation, sont exprimés en USD constants (2018).

Sources

Les données du SIPRI reflètent les données officielles communiquées par les gouvernements nationaux. Ces données se trouvent dans des publications officielles telles que les documents budgétaires. Sur les 169 pays pour lesquels le SIPRI a tenté d'estimer les dépenses militaires en 2019, des données pertinentes ont été trouvées pour 150 d'entre eux.

Définitions

Dans la mesure du possible, les données sur les dépenses militaires du SIPRI comprennent toutes les dépenses courantes et en capital pour (a) les forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; (b) les ministères de la Défense et autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense ; (c) les forces paramilitaires, lorsqu'elles sont jugées formées et équipées pour des opérations militaires ; et (d) les activités spatiales militaires. Ces données doivent inclure les dépenses de personnel – à savoir les salaires du personnel militaire et civil et les pensions et services sociaux du personnel militaire – ainsi que les dépenses liées aux opérations et à la maintenance, aux achats, à la recherche et au développement militaires, sans oublier l'aide militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur).

La protection civile et les dépenses courantes liées à des activités militaires antérieures, telles que les prestations aux anciens combattants, la démobilisation, la reconversion, la destruction d'armes et la participation militaire à des activités non militaires (par exemple le maintien de l'ordre) sont exclues.

Les chiffres des dépenses militaires du SIPRI sont présentés sur la base de l'année civile. La seule exception concerne les États-Unis, pour lesquels les statistiques présentent les données sur la base de l'année fiscale. Les données de l'année civile sont calculées en supposant un taux de dépenses uniforme tout au long de l'année fiscale.

LE TOP 100 DES ENTREPRISES PRODUCTRICES D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES EN 2018, SELON LE SIPRI

Aude FLEURANT, Alexandra KUIMOVA, Diego LOPES DA SILVA, Nan TIAN, Pieter D. WEZEMAN et Siemon T. WEZEMAN⁹

Les ventes d'armes des plus grandes sociétés de production d'armes et de services militaires du monde (le Top 100 du SIPRI) se sont élevées à 420 milliards de dollars en 2018 (voir annexe 1)¹⁰. Il s'agit d'une augmentation de 4,6 % par rapport au total des ventes d'armes du Top 100 de 2017 (les chiffres excluent la Chine, voir encadré 1). En 2018, les ventes d'armes du Top 100 ont augmenté de 47 % par rapport à 2002 (voir figure 1). La croissance du total des ventes d'armes du Top 100 en 2018 est principalement due à l'augmentation des ventes des entreprises les mieux classées, plus particulièrement les cinq premières, qui sont toutes établies aux États-Unis. La croissance des ventes d'armes du Top 100 en 2018 peut être corrélée à l'augmentation des dépenses militaires mondiales, en particulier la hausse des dépenses américaines de 2017 à 2018.

ÉVOLUTIONS DU TOP 100

Les entreprises du Top 100 sont classées selon leurs ventes d'armes annuelles. Les entreprises sont également classées selon le pays dans lequel se trouvent leurs structures de propriété et de contrôle. Comme c'est le cas chaque année depuis 2002, la grande majorité des entreprises figurant dans le Top 100 en 2018 sont basées aux États-Unis, en Europe et en Russie, les États-Unis ayant, de loin, le plus grand nombre d'entreprises répertoriées¹¹. Au total, 70 sociétés basées aux États-Unis et en Europe sont répertoriées en 2018, ce qui représente 83 % des ventes totales d'armes du Top 100. Atteignant 348 milliards de dollars en 2018, leurs ventes d'armes combinées ont augmenté de 5,2 % par rapport à 2017.

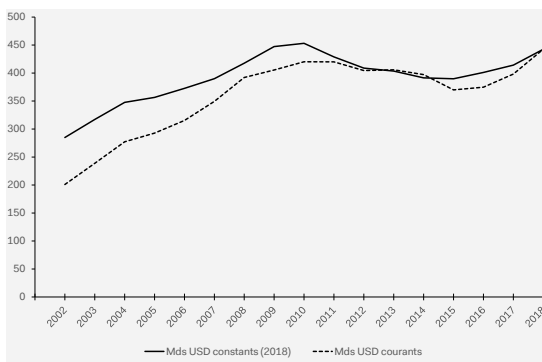
-
9. Dr Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI. Diego Lopes da Silva (Brésil) et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) sont chercheurs et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche au sein de ce programme.
 10. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir « À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement » dans cette fiche d'information. L'ensemble complet des données est disponible sur le site web du SIPRI.
 11. Les évolutions qui concernent les entreprises basées en Russie sont traitées séparément de la partie concernant l'Europe dans cette analyse.

FAITS PRINCIPAUX

- Les ventes d'armes du Top 100 des entreprises productrices d'armes et de services militaires selon le SIPRI (à l'exclusion de la Chine) se sont élevées à 420 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 4,6 % par rapport aux ventes de 2017.
- Dans l'ensemble, les ventes d'armes des entreprises du Top 100 basées aux États-Unis ont augmenté de 7,2 % en 2018. Avec 43 entreprises répertoriées – une de plus qu'en 2017 –, la part des entreprises américaines dans le total des ventes d'armes du Top 100 était de 59 % en 2018.
- Les ventes d'armes combinées des 27 producteurs d'armes du Top 100 basés en Europe se sont élevées à 102 milliards de dollars en 2018, soit une légère hausse de 0,7 % par rapport à 2017. Les entreprises européennes ont représenté 24 % du total des ventes d'armes du Top 100 en 2018.
- Dix sociétés basées en Russie ont été répertoriées dans le Top 100 en 2018. Le total de leurs ventes d'armes a atteint à 36,2 milliards de dollars, soit une légère baisse de 0,4 % par rapport à 2017. Une entreprise russe s'est classée dans le top 10 en 2018.
- Ensemble, les ventes d'armes des sociétés du Top 100 basées hors d'Europe, de Russie et des États-Unis ont représenté 36,2 milliards de dollars du total des ventes d'armes du Top 100 en 2018, soit une part de 8,6 % du total.
- En 2018, les ventes totales des 15 plus grandes entreprises manufacturières étaient presque six fois supérieures aux ventes d'armes combinées des entreprises du Top 100.

Figure 1.

TOTAL DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES FIGURANT DANS LE TOP 100 DU SIPRI, 2002-18



Notes : On entend par « ventes d'armes » les ventes de biens et de services militaires aux clients militaires nationaux et étrangers. Les données de ce graphique concernent les entreprises du Top 100 du SIPRI pour chaque année, de sorte que les données couvrent un ensemble différent d'entreprises chaque année, sauf pour 2017 et 2018, qui concerne l'ensemble des entreprises répertoriées en 2018. 2002 est la première année pour laquelle le SIPRI dispose de données suffisantes pour inclure les entreprises russes dans ses listes du Top 100.

Source : Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement, déc. 2019

Les ventes d'armes des entreprises européennes du Top 100 se sont élevées à 102 milliards de dollars en 2018, soit une légère hausse de 0,7 % par rapport à 2017. Malgré une diminution globale de 4,8 % en 2018 (voir fig. 2), les ventes d'armes combinées des sociétés basées au Royaume-Uni figurant dans le Top 100 sont restées les plus élevées d'Europe. La baisse des ventes est due en partie aux retards persistants du programme d'acquisition d'armes du Royaume-Uni.

Les ventes d'armes combinées des 10 sociétés basées en Russie figurant dans le Top 100 pour 2018 se sont élevées à 36,2 milliards de dollars. Parmi les pays dont les entreprises sont classées dans le Top 100, la Russie représente la deuxième plus grande part des ventes totales d'armes du Top 100 (voir figure 3). Les ventes d'armes des entreprises russes ont légèrement

diminué (de 0,4 %) en 2018. Leur part dans le total des ventes d'armes du Top 100 est passée de 9,7 % en 2017 à 8,6 % en 2018. Cela est dû en grande partie à la hausse du total du Top 100 en 2018 en raison de la croissance substantielle des ventes d'armes combinées des entreprises américaines et européennes.

Les ventes d'armes du top 10 des entreprises du Top 100 pour 2018 ont totalisé 210 milliards de dollars, soit une hausse de 5,8 % par rapport à 2017. En 2018, pour la première fois depuis 2002, le top 5 du Top 100 était composé uniquement d'entreprises basées aux États-Unis. Ces cinq sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires combiné de 148 milliards de dollars, soit 35 % du total des ventes d'armes du Top 100. Les entreprises classées de la 6e à la 10e place représentaient 15 % du total.

ÉTATS-UNIS

Au total, les ventes d'armes des 43 sociétés basées aux États-Unis figurant dans le Top 100 se sont élevées à 246 milliards de dollars en 2018, soit une augmentation de 7,2 % par rapport à 2017. La part des États-Unis dans le total des ventes d'armes du Top 100 était de 59 % en 2018.

Les entreprises chinoises productrices d'armes

Les sociétés chinoises productrices d'armes ne sont pas couvertes par le Top 100 du SIPRI en raison du manque de données permettant de dresser une estimation raisonnable ou cohérente des ventes d'armes remontant à 2002. Néanmoins, on dispose de certaines informations sur plusieurs grandes entreprises qui font partie de l'industrie de l'armement chinoise, principalement aux mains de l'État.

Le SIPRI estime que trois entreprises d'armement chinoises seraient classées parmi le top 10 du Top 100 des entreprises de production d'armes et de services militaires : AVIC, NORINCO et CETC. Sur la base des quelques informations disponibles et compte tenu des exportations d'armes et de la croissance générale des dépenses militaires de la Chine, au moins sept autres entreprises d'armement figureraient probablement au Top 100 si les chiffres des ventes d'armes étaient disponibles.

Lockheed Martin est, de loin, le plus grand producteur d'armes au monde : en 2018, sa part du total des ventes d'armes du Top 100 était de 11 % et ses ventes d'armes ont augmenté de 5,2 %. Elle occupe la première place du Top 100 chaque année depuis 2009. Un facteur important de la hausse des ventes d'armes de Lockheed Martin en 2018 a été l'augmentation des livraisons d'avions de combat F-35 aux États-Unis et dans d'autres pays. En 2018, les ventes d'armes de Boeing – le deuxième producteur d'armes au monde – se sont élevées à 29,2 milliards de dollars, soit 6,9 % du total des ventes d'armes du Top 100. Les ventes d'armes de Northrop Grumman ont augmenté de 14 % en 2018, pour atteindre 26,2 milliards de dollars, ce qui en fait le troisième plus grand producteur d'armes. La croissance de 3,3 milliards de dollars de ses ventes d'armes a été la plus importante en termes absolus de toutes les entreprises figurant au Top 100 pour 2018 et a été alimentée par l'acquisition d'Orbital-ATK et par la forte demande nationale

et internationale de ses armes, notamment les missiles balistiques intercontinentaux et les systèmes de défense antimissile. Les ventes d'armes de Raytheon (4e rang) et de General Dynamics (5e rang) ont augmenté respectivement de 3,9 et 10 %.

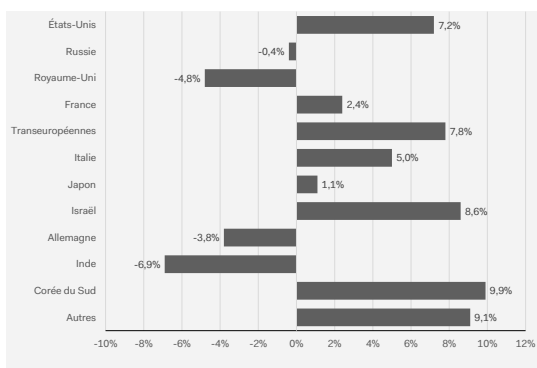
Une nouvelle phase de fusions et d'acquisitions dans l'industrie de l'armement américaine

Le résumé de la stratégie de défense nationale des États-Unis pour 2018 publié par l'administration du président Donald J. Trump indiquait que l'environnement de sécurité actuel était caractérisé par une « concurrence stratégique entre les États » et que l'avantage militaire des États-Unis s'était atrophie et devait être reconstitué afin de faire face à la concurrence stratégique de la Chine et de la Russie¹².

Ce document a souligné l'engagement des États-Unis à poursuivre et à renforcer leur programme de modernisation des armes à grande échelle annoncé en 2017. À la suite de cette annonce, plusieurs entreprises d'armement américaines figurant au Top 100 ont fusionné ou acquis les secteurs d'activité d'autres entreprises en 2017 et 2018, en partie dans le but de prendre le dessus sur leurs concurrents. Les plus importantes opérations ont été l'acquisition d'Orbital-ATK par Northrop Grumman, l'acquisition de Rockwell Collins par United Technologies et l'acquisition de CSRA par General Dynamics. Il y a également eu des opérations de moindre envergure, comme l'acquisition par CACI International d'une unité d'affaires de General Dynamics et l'acquisition par Engility du secteur des technologies de l'information (IT) de SAIC.

Bien que des fusions et acquisitions de moindre envergure aient lieu régulièrement parmi les entreprises américaines de production d'armes et de services militaires, en réponse aux conditions du marché militaire, les fusions et acquisitions de grandes entreprises d'armement américaines ont généralement été peu fréquentes. Une phase importante de fusions et d'acquisitions dans le secteur de la production d'armes aux États-Unis s'est produite au milieu des années 1990, lorsque la fin de la Guerre froide a entraîné une diminution substantielle des dépenses militaires américaines

Figure 2.
ÉVOLUTION EN POURCENTAGE
DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES
FIGURANT AU TOP 100 DU SIPRI, PAR PAYS,
2017-18

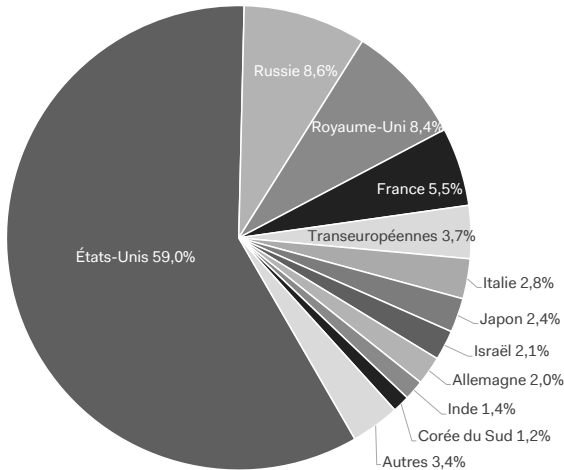


Notes : L'évolution concerne les sociétés qui font partie du Top 100 pour 2018. Les chiffres sont basés sur les ventes d'armes en dollars américains constants (2018). La catégorie « Autres » comprend les pays dont les entreprises ont affiché au total des ventes d'armes représentant moins de 1 % du total : l'Australie, le Canada, l'Espagne, la Pologne, Singapour, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine.

Source : Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement, déc. 2019.

12. Département de la défense des États-Unis (DOD), *Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America* (DOD : Washington, DC, janvier 2018)

Figure 3.
PART DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES
DU TOP 100 DU SIPRI POUR 2018, PAR PAYS



Notes : Le Top 100 classe les entreprises selon le pays dans lequel se trouvent leurs structures de propriété et de contrôle. Le Top 100 n'inclut pas la totalité de l'industrie de l'armement du pays concerné, mais seulement ses plus grandes entreprises. La catégorie « Autres » comprend les pays dont les entreprises affichent au total des ventes d'armes représentant moins d'1 % du total : l'Australie, le Canada, l'Espagne, la Pologne, Singapour, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine. L'addition des chiffres n'atteint pas toujours 100 % en raison des conventions d'arrondi.

Source : Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement, déc. 2019.

afin d'être mieux positionnées par rapport à leurs rivales, à mesure que les divers projets du programme seront attribués.

EUROPE

En 2018, 27 entreprises basées en Europe figuraient au Top 100, et représentaient ensemble 24 % des ventes totales d'armes du Top 100. Huit d'entre elles étaient basées au Royaume-Uni, six en France, quatre en Allemagne, deux en Italie et une en Pologne, en Espagne, en Suède, en Suisse et en Ukraine. Deux des 27 sociétés – Airbus Group et MBDA – sont classées comme « transeuropéennes » parce que leurs structures de propriété et de contrôle sont situées dans plus d'un pays européen.

Les ventes d'armes des entreprises basées au Royaume-Uni se sont élevées à 35,1 milliards de dollars en 2018, soit une part de 8,4 % du total des ventes d'armes du Top 100. Bien que les ventes d'armes combinées des sociétés britanniques soient restées les plus élevées en Europe, six des huit sociétés figurant dans le Top 100 ont signalé une réduction de leurs ventes d'armes en 2018. Par exemple, les ventes d'armes de BAE Systems (6^e rang), la plus grande entreprise d'armement basée au

(en particulier des dépenses d'acquisition d'armes), ce qui, à son tour, a mené à une consolidation au sein de l'industrie de l'armement.

Cependant, la vague actuelle de fusions et d'acquisitions à grande échelle parmi les entreprises d'armement basées aux États-Unis diffère de celle des années 1990. Comme indiqué plus haut, la principale motivation des consolidations de 2017 et 2018 était le programme américain de modernisation des armes, un programme complet et ambitieux visant à concevoir et à produire une nouvelle génération de systèmes d'armes. La vague de fusions et d'acquisitions qui en résulte indique que les entreprises d'armement américaines s'attendent à ce que le programme présente des défis techniques. Certaines d'entre elles tentent dès lors d'améliorer leur avantage concurrentiel en s'adjoignant de nouvelles capacités

Royaume-Uni, ont chuté de 5,2 % en 2018, pour atteindre 21,2 milliards de dollars¹³. La diminution peut être attribuée à la réduction progressive de la production d'avions de combat Typhoon.

Il y a également eu une baisse notable des ventes d'armes du constructeur naval Babcock International Group (32^e rang). En 2018, ses ventes d'armes se sont élevées à 3,2 milliards de dollars, soit 7,7 % de moins qu'en 2017. En 2018, GKN, qui produit une gamme de composants, notamment pour des systèmes militaires, a été acquise par Melrose Industries, une entreprise spécialisée dans l'achat et l'amélioration des performances des entreprises de fabrication. Sur la base de cette acquisition, Melrose Industries fait sa première entrée au Top 100 en 2018 (au rang 69), avec des ventes d'armes d'1,3 milliard de dollars.

Avec 23,2 milliards de dollars en 2018, les ventes d'armes combinées des entreprises du Top 100 basées en France sont les deuxièmes plus importantes d'Europe.

Les six entreprises françaises ont représenté 5,5 % du total des ventes d'armes du Top 100. Les ventes d'armes de trois d'entre elles ont diminué. Celles de Thales, intégrateur de systèmes et seule entreprise française figurant au top 10 (10^e rang), ont baissé de 1,4 % en 2018, pour atteindre 9,5 milliards de dollars. Les ventes d'armes du Groupe naval (21^e rang) et du CEA (47^e rang) ont également diminué en 2018, respectivement de 4,2 et 0,6 %. Ces baisses contrastent avec la forte augmentation, de 30 %, des ventes d'armes du Groupe Dassault Aviation (34^e rang), qui ont atteint 2,9 milliards de dollars en 2018. Cette augmentation est largement imputable à la croissance des exportations d'avions de combat Rafale vers l'Égypte, l'Inde et le Qatar.

Les ventes d'armes combinées des deux entreprises transeuropéennes figurant au Top 100 se sont élevées à 15,4 milliards de dollars en 2018. Le groupe Airbus (7^e rang) a déclaré des ventes d'armes pour 11,7 milliards de dollars en 2018, soit 9,0 % de plus qu'en 2017, principalement en raison des livraisons d'hélicoptères militaires et d'avions de transport A400M. Ses principales installations de production d'armes sont situées en France, en Allemagne et en Espagne. MBDA (23^e rang) produit des missiles et est une coentreprise entre trois sociétés : BAE Systems (Royaume-Uni) ; groupe Airbus (transeuropéen) et Leonardo (Italie). Ses ventes d'armes ont augmenté de 4,4 % en 2018, pour atteindre 3,8 milliards de dollars.

Avec des ventes d'armes combinées de 11,7 milliards de dollars, deux entreprises basées en Italie se sont classées au Top 100 en 2018. Leonardo, le plus grand producteur d'armes italien, s'est classé 8^e, avec des ventes d'armes de 9,8 milliards de dollars en 2018 – une augmentation de 4,4 % par rapport à 2017. Cela est dû en partie à l'acquisition par Leonardo d'une autre entreprise italienne en 2018, Vitrociset, aux activités diversifiées de services informatiques et militaires. Fincantieri, une entreprise de construction navale, a été classée 50^e. Ses ventes d'armes ont augmenté de 8,0 % en 2018, pour atteindre 1,9 milliard de dollars.

13. Les ventes d'armes de la filiale américaine de BAE Systems se sont élevées à environ 10 milliards de dollars en 2018, ce qui équivaut à une part de 48 % des ventes totales d'armes de BAE Systems.

Les ventes d'armes combinées des quatre entreprises basées en Allemagne figurant au Top 100 ont chuté de 3,8 % en 2018, pour atteindre 8,4 milliards de dollars. À hauteur de 3,8 milliards de dollars, les ventes d'armes de Rheinmetall (22^e rang) – la plus importante des quatre – ont augmenté de 4,1 %. Cette augmentation est principalement due à la croissance des ventes de véhicules blindés aux forces armées allemandes. Les ventes à d'autres pays représentaient 65 % des ventes totales d'armes de Rheinmetall en 2018. Toutefois, cette croissance de Rheinmetall a été compensée par une réduction de 19 % des ventes d'armes de ThyssenKrupp (57^e rang), un important conglomerat de génie industriel et de production d'acier, qui produit également des navires militaires. Les ventes d'armes ont représenté 3,3 %, soit 1,7 milliard de dollars, de ses ventes totales en 2018. Les fluctuations importantes des ventes annuelles d'armes sont courantes pour les producteurs de navires militaires en raison des longs délais de production.

Les cinq autres entreprises européennes figurant au Top 100 pour 2018 sont Saab (Suède), classée 30^e avec des ventes d'armes de 3,2 milliards de dollars ; UkrOboronProm (Ukraine), 71^e, avec des ventes d'armes de 1,3 milliard de dollars ; PGZ (Pologne), 74^e, avec des ventes d'armes de 1,3 milliard de dollars ; Navantia (Espagne), 76^e, avec des ventes d'armes de 1,2 milliard de dollars et RUAG (Suisse), 95^e, avec des ventes d'armes de 900 millions de dollars.

RUSSIE

Les ventes d'armes combinées des 10 entreprises basées en Russie figurant dans le Top 100 se sont élevées à 36,2 milliards de dollars en 2018, soit 8,6 % du total global. En termes généraux, les ventes d'armes des entreprises du Top 100 basées en Russie ont augmenté de manière significative au cours de la décennie 2009-18. Cela s'explique principalement par l'augmentation des dépenses de la Russie en matière d'acquisition d'armes, en raison de la mise en œuvre d'un important plan de modernisation militaire pour 2011-20 et, dans une moindre mesure, par l'augmentation des exportations d'armes.

Cinq entreprises basées en Russie ont signalé une augmentation de leurs ventes d'armes en 2018. Le plus grand producteur d'armes de Russie, Almaz-Antey, était la seule entreprise russe classée dans le top 10 (à la 9^e place) et représentait 27 % des ventes totales d'armes des entreprises russes figurant dans le Top 100. Ses ventes d'armes ont augmenté de 18 % en 2018, pour atteindre 9,6 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique non seulement par la forte demande intérieure, mais aussi par la croissance continue des ventes d'armes à d'autres pays, en particulier les exportations du système de défense aérienne S-400. La société a bénéficié de manière significative de l'augmentation des dépenses de la Russie en matière d'acquisition d'armes en 2009-18 : elle est passée de la 24^e à la 9^e position au Top 100 sur cette période. Contrairement à la forte croissance d'Almaz-Antey, les ventes d'armes de Russian Helicopters ont diminué de 30 % en 2018, pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Cette entreprise est passée de la 37^e place dans le Top 100 en 2017 et à la 52^e en 2018. Quatre autres entreprises ont signalé des baisses de leurs ventes d'armes en 2018 – deux de plus de 10 % : United Aircraft Corporation au 15^e rang (-12 %) et le KRET au 53^e rang (16 %).

Toutes les entreprises russes du Top 100 sont étatiques et dépendent largement de la demande intérieure. Pour réduire le niveau de cette dépendance, la Russie a lancé en 2016 une initiative visant à diversifier la production de ses entreprises d'armement pour y inclure la production civile. L'objectif du gouvernement russe est de porter la part de la production civile dans les ventes totales de ses entreprises d'armement à au moins 17 % d'ici 2020 et à 30 % d'ici 2025. Toutefois, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de cette initiative sur les entreprises d'armement russes.

AUTRES PAYS DONT DES ENTREPRISES FIGURENT AU TOP 100

Les entreprises basées dans huit autres pays ont été répertoriées dans le Top 100 en 2018. Six sont basés au Japon, trois en Israël, en Inde et en Corée du Sud, deux en Turquie et une en Australie, au Canada et à Singapour. Ensemble, elles ont représenté 36,2 milliards de dollars des ventes totales d'armes du Top 100 en 2018, soit une part de 8,6 % du total.

Comme c'était le cas en 2017, le Japon a été le plus grand producteur d'armes de ce groupe en 2018. Les ventes d'armes combinées des six entreprises du Top 100 basées au Japon se sont élevées à 9,9 milliards de dollars en 2018, soit 2,4 % du total du Top 100. Les ventes d'armes de la plupart de ces six entreprises sont demeurées assez stables en 2018 par rapport à 2017, car elles ont continué de dépendre en grande partie d'une demande intérieure soutenue. Fujitsu (72^e rang) est la seule entreprise japonaise du Top 100 à avoir enregistré une augmentation notable – de 10 % – de ses ventes d'armes en 2018. C'est la seule entreprise japonaise qui réalise des ventes d'armes importantes en dehors du Japon, principalement des services informatiques fournis aux forces armées britanniques par l'intermédiaire d'une filiale basée au Royaume-Uni.

Avec des ventes d'armes combinées de 8,7 milliards de dollars, les trois entreprises basées en Israël figurant au Top 100 pour 2018 représentaient 2,1 % du total du Top 100. Elbit Systems (28^e rang), Israel Aerospace Industries (39^e rang) et Rafael (44^e rang) ont toutes augmenté leurs ventes d'armes en 2018.

À hauteur de 3,5 milliards de dollars, les ventes d'armes d'Elbit Systems ont augmenté de 7,3 % en 2018. L'acquisition en 2018 par Elbit Systems de la société Israeli Military Industries, dont les ventes d'armes se sont élevées à 600 millions de dollars en 2017, suggère qu'elle entend continuer à développer ses ventes dans ce domaine. Bien que la demande intérieure d'armes soit élevée, les ventes à d'autres pays représentent une grande partie des ventes d'armes des entreprises israéliennes. Par exemple, environ 45 % des ventes d'armes de Rafael en 2018 provenaient des exportations.

Trois entreprises basées en Inde ont été inscrites au Top 100 en 2018 et représentaient 1,4 % du total des ventes d'armes du Top 100. Toutes trois appartiennent à l'État et sont presque entièrement tributaires de la demande intérieure.

Leurs ventes d'armes combinées de 5,9 milliards de dollars en 2018 étaient de 6,9 % inférieures à celles de 2017. Les ventes d'armes de Hindustan Aeronautics (38^e rang) et de Bharat Electronics (62^e rang) ont augmenté en 2018, respectivement de 3,5 et 5,9 %. Toutefois, ces augmentations ont été compensées par une baisse de 27 % des ventes d'armes des Indian Ordnance Factories, qui se sont classées 56^e en 2018. Cette diminution est due à une réduction des commandes de l'armée indienne.

Trois entreprises basées en Corée du Sud ont été répertoriées dans le Top 100 pour 2018. Avec des ventes d'armes combinées de 5,2 milliards de dollars, elles représentaient 1,2 % du total des ventes du Top 100. Leurs ventes d'armes combinées en 2018 ont été supérieures de 9,9 % à celles de 2017. L'entreprise sud-coréenne ayant réalisé les plus fortes ventes d'armes en 2018 est Hanwha Aerospace (anciennement Hanwha Techwin), classée 46^e. Ses ventes d'armes ont augmenté de 4,6 % en 2018, pour atteindre 2,3 milliards de dollars. Les ventes d'armes de Korea Aerospace Industries (60^e rang) ont augmenté de 72 % en 2018, l'entreprise s'étant remise d'un effondrement des ventes en 2017, qui était dû à de faibles livraisons cette année-là en raison de problèmes techniques ayant affecté les hélicoptères produits pour l'armée sud-coréenne. Les ventes d'armes de la troisième entreprise sud-coréenne, LIG Nex1 (67^e rang), ont chuté de 17 % en 2018, pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Le constructeur de navires DSME, répertorié en 2017, ne figurait pas au Top 100 en 2018.

Avec l'objectif de devenir une grande puissance régionale, la Turquie a augmenté ses dépenses militaires au cours des dernières années et développe une base militaro-industrielle nationale complète. Les deux entreprises basées en Turquie et figurant dans le Top 100 ont bénéficié de ces efforts en 2018 : leurs ventes d'armes collectives ont augmenté de 22 %, pour atteindre 2,8 milliards de dollars. Le producteur d'électronique militaire ASELSAN (54^e rang) a augmenté ses ventes d'armes de 41 % en 2018, pour atteindre 1,7 milliard de dollars, tandis que les ventes d'armes des Industries aérospatiales turques (84^e rang) ont très légèrement augmenté (de 0,5 %), pour atteindre 1,1 milliard de dollars. Bien que plusieurs petits producteurs d'armes turcs aient connu une croissance rapide en 2018, ils sont restés en dehors du Top 100.

Austal (80^e rang), qui est basée en Australie mais dont les principaux sites de production se trouvent aux États-Unis, a augmenté ses ventes d'armes de 12 % en 2018, pour atteindre 1,1 milliard de dollars. CAE (classée 87^e), entreprise de simulateurs de vol basée au Canada, a augmenté ses ventes d'armes de 19 % en 2018, pour atteindre 1,0 milliard de dollars. À 1,5 milliard de dollars, les ventes d'armes de ST Engineering (61^e rang) – une entreprise diversifiée de production d'armes basée à Singapour – ont chuté de 11 % en 2018.

La seule entreprise sud-américaine inscrite au Top 100 en 2017, le producteur d'avions Embraer, n'a pas été classée au Top 100 en 2018. Aucune entreprise africaine n'a été inscrite au Top 100 depuis 2004.

COMPARAISON DU TOP 100 AVEC LES PLUS GRANDES ENTREPRISES MANUFACTURIERES MONDIALES EN 2018

L'industrie de l'armement est souvent perçue par les décideurs politiques comme une « grande entreprise » qui contribue à l'emploi, à la recherche et au développement ainsi qu'aux recettes d'exportation.

Une façon d'illustrer l'importance relative de la production d'armes pour l'économie mondiale est de comparer les plus grandes entreprises de production d'armes et de services militaires du Top 100 avec les plus grandes entreprises du secteur manufacturier du monde figurant dans le Fortune Global 500. Une telle comparaison est appropriée car les processus de production et de développement de la plupart des fabricants et des producteurs d'armes sont assez similaires. Cependant, il convient également de noter qu'il existe des différences très nettes entre l'industrie de l'armement et l'industrie civile. Par exemple, contrairement à l'industrie civile, l'industrie de l'armement s'adresse à un ensemble de clients très limité (principalement les ministères de la Défense) et elle est soumise à des cadres juridiques spécifiques en ce qui concerne le transfert d'armes vers d'autres pays.

Les ventes des 15 principales entreprises manufacturières (top 15) ont totalisé 2 453 milliards de dollars en 2018 (voir tableau 1). C'est dix fois plus que le total des ventes d'armes des 15 principaux producteurs d'armes (245 milliards de dollars) et près de six fois plus que les ventes d'armes combinées du Top 100 (420 milliards de dollars). Pour mettre les choses en perspective, les ventes d'une seule entreprise – Toyota, la plus grande entreprise manufacturière du monde en 2018 avec des ventes de 265 milliards de dollars – ont été de 8,0 % supérieures au total des ventes d'armes combinées des 15 principaux producteurs d'armes.

Tableau 1.

TOP 15 DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES DU FORTUNE GLOBAL 500
COMPARÉES AU 15 PREMIÈRES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES
ET DE SERVICES MILITAIRES DU TOP 100 DU SIPRI, 2018

Les chiffres des ventes d'armes et des ventes totales sont exprimés en milliards USD

Rank ^a	Top 15 manufacturing companies	Total sales (mds USD)	Rank ^b	Top 15 arms producers	Arms sales (mds USD)	Total sales (mds USD) ^c
1	Toyota	265,2	1	Lockheed Martin Corp.	47,3	53,8
2	VW	260,0	2	Boeing	29,2	101,1
3	Apple	229,2	3	Northrop Grumman Corp.	26,2	30,1
4	Samsung	211,9	4	Raytheon	23,4	27,1
5	Daimler	185,2	5	General Dynamics Corp.	22,0	36,2
6	General Motors	157,3	6	BAE Systems	21,2	22,4
7	Ford Motors	156,8	7	Airbus Group	11,7	75,2
8	Hon Hai Precision Industry	154,7	8	Leonardo	9,8	14,4
9	Honda Motors	138,6	9	Almaz-Antey	9,6	9,9
10	Fiat Chrysler Group ^d	130,3	10	Thales	9,5	18,8
11	SAIC Motors	128,8	11	United Technologies Corp.	9,3	66,5
12	General Electric	122,3	12	L3 Technologies	8,3	10,2
13	BMW Group	111,2	13	Huntington Ingalls Industries	7,2	8,2
14	Nissan Group	107,9	14	Honeywell International	5,4	41,8
15	Boeing	93,4	15	United Aircraft Corp.	5,4	6,6
Total top 15 sales		2 453			245	522

Corp. = Société.

Note : Le total du top 15 est arrondi au milliard le plus proche.

^a Les entreprises sont classées en fonction de leur chiffre d'affaires total tel qu'il figure dans le Fortune Global 500 pour 2018.

^b Les entreprises sont classées en fonction du total des ventes d'armes figurant dans le Top 100 du SIPRI pour 2018.

^c Les ventes totales dans cette colonne sont basées sur les données des rapports annuels des entreprises et sur les estimations du SIPRI.

^d Le groupe Fiat Chrysler n'est pas coté séparément dans le Fortune Global 500, mais fait partie du holding Exor.

Sources : Fortune, « The Fortune Global 500 », 2018 ; et base de données sur l'industrie de l'armement du SIPRI, décembre 2019.

Annexe 1.

TOP 100 DES ENTREPRISES PRODUCTRICES D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES DANS LE MONDE, À L'EXCLUSION DE LA CHINE, SELON LE SIPRI EN 2018

Les chiffres relatifs aux ventes d'armes et aux ventes totales sont exprimés en millions USD.

Rang ^b		Entreprise ^c	Pays ^d	CA armes		Variation du	CA total	CA armes en
2018	2017			(mio USD)	(mio USD cst 2018) ^e	CA armes (%)	(mio USD)	% du CA total
			2018	2017	2017-2018	2018	2018	
1	1	Lockheed Martin Corp.	Etats-Unis	47 260	44 935	5,2	53 762	88
2	2	Boeing	Etats-Unis	29 150	27 577	5,7	101 126	29
3	3	Northrop Grumman Corp.	Etats-Unis	26 190	22 908	14	30 095	87
4	4	Raytheon	Etats-Unis	23 440	22 570	3,9	27 058	87
5	6	General Dynamics Corp.	Etats-Unis	22 000	19 969	10	36 193	61
6	5	BAE Systems	Royaume-Uni	21 210	22 384	-5,2	22 428	95
7	7	Airbus Group	Trans-Européenne ^f	11 650	10 691	9,0	75 195	15
8	9	Leonardo	Italie	9 820	9 403	4,4	14 447	68
9	10	Almaz-Antey	Russie	9 640	8 195	18	9 872	98
10	8	Thales	France	9 470	9 601	-1,4	18 767	50
11	11	United Technologies Corp.	Etats-Unis	9 310	7 967	17	66 501	14
12	12	L3 Technologies	Etats-Unis	8 250	7 936	4,0	10 244	81
13	13	Huntington Ingalls Industries	Etats-Unis	7 200	6 626	8,7	8 176	88
14	16	Honeywell International	Etats-Unis	5 430	4 567	19	41 802	13
15	14	United Aircraft Corp. ^g	Russie	5 420	6 168	-12	6 563	83
16	19	Leidos	Etats-Unis	5 000	4 485	11	10 194	49
17	17	Harris Corp.	Etats-Unis	4 970	4 557	9,1	6 801	73
18	15	United Shipbuilding Corp.	Russie	4 700	4 762	-1,3	5 565	84
19	20	Booz Allen Hamilton	Etats-Unis	4 680	4 424	5,8	6 704	70
20	18	Rolls-Royce	Royaume-Uni	4 680	4 714	-0,7	20 972	22
21	21	Naval Group	France	4 220	4 404	-4,2	4 259	99
22	26	Rheinmetall	Allemagne	3 800	3 652	4,1	7 257	52
23	27	MBDA	Trans-Européenne ^f	3 780	3 621	4,4	3 777	100
24	23	General Electric	Etats-Unis	3 650	3 922	-6,9	121 615	3,0
25	25	Mitsubishi Heavy Industries ^g	Japon	3 620	3 669	-1,3	36 947	10
26	24	Tactical Missiles Corp.	Russie	3 600	3 443	4,6	3 668	98
27	22	Textron	Etats-Unis	3 500	4 199	-17	13 972	25
28	29	Elbit Systems	Israël	3 500	3 263	7,3	3 684	95
29	33	CACI International	Etats-Unis	3 490	3 052	14	4 986	70
30	31	Saab	Suède	3 240	3 092	4,8	3 814	85
31	34	Safran	France	3 240	3 107	4,3	24 846	13
32	28	Babcock International Group	Royaume-Uni	3 180	3 445	-7,7	6 881	46
33	32	United Engine Corp.	Russie	2 950	2 926	0,8	3 904	76

Rang ^b		Entreprise ^c	Pays ^d	CA armes		Variation du	CA total	CA armes en
2018	2017			(mio USD)	(mio USD cst 2018) ^e	CA armes (%)	(mio USD)	% du CA total
				2018	2017	2017-2018	2018	2018
34	51	Dassault Aviation Groupe	France	2 930	2 250	30	6 001	49
35	36	Science Applications Int. Corp.	Etats-Unis	2 800	2 826	-0,9	4 659	60
36	52	AECOM	Etats-Unis	2 770	2 120	31	20 156	14
37	45	General Atomics ^g	Etats-Unis	2 750	2 273	21	.	.
38	38	Hindustan Aeronautics	Inde	2 740	2 647	3,5	2 883	95
39	40	Israel Aerospace Industries	Israël	2 650	2 500	6,0	3 682	72
40	35	High Precision Systems ^g	Russie	2 630	2 706	-2,8	2 711	97
41	42	Rockwell Collins	Etats-Unis	2 630	2 355	12	8 665	30
42	56	KBR	Etats-Unis	2 600	1 792	45	4 913	53
43	-	Perspecta ^h	Etats-Unis	2 590	2 183	19	4 030	64
44	47	Rafael	Israël	2 540	2 236	14	2 595	98
45	43	Russian Electronics	Russie	2 330	2 171	7,3	2 668	87
46	50	Hanwha Aerospace	Corée du Sud	2 320	2 219	4,6	4 047	57
47	48	CEA	France	2 300	2 314	-0,6	6 226	37
48	49	Kawasaki Heavy Industries ^g	Japon	2 260	2 199	2,8	14 456	16
49	30	Bechtel Corp. ^g	Etats-Unis	2 000	3 226	-38	25 500	7,8
50	59	Fincantieri	Italie	1 900	1 759	8,0	6 461	29
51	55	Oshkosh Corp.	Etats-Unis	1 850	1 884	-1,8	7 705	24
52	37	Russian Helicopters	Russie	1 810	2 601	-30	3 006	60
53	46	KRET	Russie	1 770	2 113	-16	1 931	92
54	62	ASELSAN	Turquie	1 740	1 237	41	1 866	93
55	58	Krauss-Maffei Wegmann	Allemagne	1 680	1 767	-4,9	1 770	95
56	44	Indian Ordnance Factories	Inde	1 650	2 258	-27	1 682	98
57	54	ThyssenKrupp	Allemagne	1 650	2 046	-19	50 400	3,3
58	60	Cobham	Royaume-Uni	1 590	1 685	-5,6	2 484	64
59	63	DynCorp International	Etats-Unis	1 560	1 454	7,3	2 148	73
60	100	Korea Aerospace Industries	Corée du Sud	1 550	900	72	2 532	61
61	57	ST Engineering	Singapour	1 540	1 731	-11	4 965	31
62	66	Bharat Electronics ^g	Inde	1 460	1 379	5,9	1 725	85
63	67	ManTech International Corp.	Etats-Unis	1 430	1 393	2,7	1 959	73
64	68	UralVagonZavod	Russie	1 370	1 281	6,9	2 209	62
65	90	Jacobs Engineering Group	Etats-Unis	1 370	922	49	14 985	9,1
66	88	Fluor Corp.	Etats-Unis	1 350	952	42	19 166	7,0

. = données non disponibles ; Corp. = société.

^a Bien que plusieurs entreprises chinoises productrices d'armes soient suffisamment importantes pour se classer au Top 100 du SIPRI, il n'a pas été possible de les inclure en raison du manque de données comparables et suffisamment précises.

^b Les entreprises sont classées en fonction de la valeur de leurs ventes d'armes à la fin de ce que le SIPRI considère comme leur exercice. Un tiret (-) indique que la société ne s'est pas classée parmi le Top 100 du SIPRI pour 2017. Les dénominations sociales et les structures des entreprises sont présentées telles qu'elles étaient à la fin de leur exercice. Des informations sur les changements ultérieurs sont fournies dans ces notes. Les classements pour 2017 sont basés sur les chiffres actualisés de la production d'armes de la liste des entreprises de 2018 figurant dans la base de données sur l'industrie de l'armement du SIPRI. Elles peuvent différer de celles qui figurent dans toute publication antérieure du SIPRI et ailleurs, car les données sont continuellement révisées, le plus souvent lorsque l'entreprise elle-même signale un changement et parfois lorsque les estimations sont améliorées. Les principales révisions sont expliquées dans ces notes.

^c Les holding et sociétés d'investissement n'ayant pas d'activités opérationnelles directes ne sont pas traitées comme des sociétés productrices d'armes, et les entreprises dont ils sont propriétaires sont répertoriées et classées comme s'il s'agissait de sociétés mères.

Rang ^b		Entreprise ^c	Pays ^d	CA armes		Variation du	CA total	CA armes en
2018	2017			(mio USD)	(mio USD cst 2018) ^e	CA armes (%)	(mio USD)	% du CA total
			2018	2017	2017-2018	2018	2018	
67	61	LIG Nex1	Corée du Sud	1 340	1 622	-17	1 343	100
68	74	TransDigm Group	Etats-Unis	1 330	1 219	9,1	3 811	35
69	64	Melrose Industries ^f	Royaume-Uni	1 320	1 504	-12	16 329	8,1
70	53	United Launch Alliance ^g	Etats-Unis	1 320	1 997	-34	1 800	73
71	83	UkrOboronProm ^g	Ukraine	1 300	1 101	18	1 378	95
72	78	Fujitsu	Japon	1 270	1 151	10	35 806	3,5
73	71	Sercos Group	Royaume-Uni	1 260	1 333	-5,5	4 283	29
74	75	PGZ	Pologne	1 250	1 273	-1,8	1 385	90
75	99	Teledyne Technologies	Etats-Unis	1 240	881	41	2 902	43
76	89	Navantia	Espagne	1 240	975	27	1 307	95
77	76	Hensoldt	Allemagne	1 240	1 232	0,7	1 298	95
78	79	Vectrus	Etats-Unis	1 230	1 147	7,2	1 279	96
79	73	Aerjet Rocketdyne	Etats-Unis	1 220	1 249	-2,3	1 896	64
80	82	Austal	Australie	1 140	1 015	12	1 383	82
81	81	Sierra Nevada Corp. ^g	Etats-Unis	1 100	1 045	5,3	1 690	65
82	80	IHI Corp. ^g	Japon	1 090	1 100	-0,9	13 439	8,1
83	85	Nexterg	France	1 080	1 029	5,0	1 135	95
84	72	Turkish Aerospace Industries	Turquie	1 070	1 065	0,5	1 248	86
85	70	BWX Technologies	Etats-Unis	1 070	1 331	-20	1 800	59
86	69	Engility	Etats-Unis	1 070	1 331	-20	1 605	67
87	102	CAE	Canada	1 010	851	19	2 546	40
88	97	MIT	Etats-Unis	980	891	10	3 627	27
89	95	Meggitt	Royaume-Uni	970	938	3,4	2 775	35
90	94	Curtiss-Wright Corp.	Etats-Unis	970	911	6,4	2 412	40
91	93	The Aerospace Corp.	Etats-Unis	970	911	6,4	1 054	92
92	115	Ball Corp. ^g	Etats-Unis	930	686	36	11 635	8,0
93	98	Moog	Etats-Unis	920	881	4,5	2 709	34
94	104	QinetiQ	Royaume-Uni	910	874	4,1	1 215	75
95	96	RUAG	Suisse	900	885	1,7	2 043	44
96	111	ViaSat	Etats-Unis	860	717	20	2 068	42
97	103	Mitsubishi Electric Corp. ^g	Japon	860	853	0,8	40 947	2,1
98	128	Arconic	Etats-Unis	840	533	58	14 014	6,0
99	101	NEC Corp. ^g	Japon	840	863	-2,7	26 394	3,2
100	109	Amphenol Corp.	Etats-Unis	820	717	14	8 202	10

^d Le pays est celui dans lequel les structures de propriété et de contrôle de la société sont situées.

^e Pour permettre la comparaison avec les ventes d'armes en 2018, les chiffres des ventes d'armes en 2017 sont donnés en USD constants de 2018.

^f Le terme « transeuropéen » désigne les entreprises dont les structures de propriété et de contrôle sont situées dans plus d'un pays européen.

^g Le chiffre des ventes d'armes de cette entreprise est une estimation présentant un degré élevé d'incertitude.

^h Perspecta est le résultat d'une fusion entre DXC, Vencore et Keypoint. Son chiffre d'affaires pour 2017 est « pro forma », c'est-à-dire qu'il s'agit des ventes d'armes combinées de DXC et Vencore en 2017. Keypoint n'était pas une entreprise d'armement.

ⁱ Melrose Industries a acheté GKN en 2018. Le rang et les ventes de Melrose Industries pour 2017 se rapportent à ceux de GKN.

Source : Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement, décembre 2019.

À propos de la base de données sur l'industrie de l'armement du SIPRI

Cette FactSheet est une fiche d'information qui reflète la base de données de l'industrie de l'armement du SIPRI. La base de données comprend les entreprises publiques et privées, mais exclut les unités de fabrication ou d'entretien des forces armées. Seules les entreprises ayant des activités opérationnelles dans le domaine des armes et des services militaires sont incluses, et non les holding ou sociétés d'investissement. Les données commencent en 2002, car c'est la première année pour laquelle le SIPRI dispose de suffisamment de données pour inclure les entreprises russes. Les entreprises chinoises ne sont pas incluses dans la base de données.

Les données pour toutes les années sont révisées annuellement en fonction des nouvelles informations. Par conséquent, les données de cette fiche remplacent toutes les données pour toutes les années des publications précédentes du SIPRI sur le Top 100 des entreprises productrices d'armes et de services militaires.

Sauf indication contraire, tous les changements sont exprimés en termes réels. Tous les changements entre 2017 et 2018 sont basés sur la liste des entreprises classées en 2018 (c'est-à-dire que la comparaison annuelle porte sur le même ensemble d'entreprises). Les comparaisons à plus long terme (par exemple entre 2002 et 2018) sont basées sur les ensembles de sociétés cotées en bourse l'année concernée (c'est-à-dire que la comparaison porte sur un ensemble différent de sociétés).

La base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement, qui présente un ensemble de données plus détaillées pour les années 2002 à 2018, est disponible sur le site Web du SIPRI.

Définitions

Les « ventes d'armes » désignent des ventes de biens et de services militaires, ainsi que de recherche et développement à des clients militaires au niveau national et à l'étranger. Les biens et services militaires sont définis comme étant conçus spécifiquement à des fins militaires et comprennent les technologies connexes. Les biens militaires sont des équipements militaires spécifiques et ne comprennent pas les biens à usage général, tels que le carburant, le matériel de bureau et les uniformes.

Les services militaires comprennent les services techniques, tels que les technologies de l'information, la maintenance, la réparation et le soutien opérationnel ; les services liés au fonctionnement des forces armées, tels que le renseignement, la formation et la gestion logistique ; et la sécurité armée dans les zones de conflit. Ils ne comprennent pas la fourniture en temps de paix de services purement civils, tels que les soins de santé, la restauration et le transport, mais incluent en revanche les services de fourniture aux forces déployées sur le plan opérationnel.

La définition des « ventes d'armes » du SIPRI sert de référence, car il n'existe pas de définition standard généralement acceptée. Dans certains cas, les données relatives aux ventes d'armes représentent ce qu'une entreprise considère comme la part de ses ventes totales relative à la « Défense ». Dans d'autres cas, le SIPRI utilise le chiffre des ventes totales d'une division « Défense », qui peut inclure certaines ventes civiles non spécifiées. Lorsque ces données ne sont pas communiquées par une entreprise, les ventes d'armes sont estimées par le SIPRI sur la base, par exemple, des attributions de contrats et des informations générales sur les programmes de production d'armes et de services militaires d'une entreprise.

TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES, 2019

Pieter D. Wezeman, Aude Fleurant, Alexandra Kuimova, Diego Lopes Da Silva, Nan Tian et Siemon T. Wezeman¹⁴

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures sur la période 2015-19 a dépassé de 5,5 % celui du quinquennat précédent 2010-14 et de 20 % celui de 2005-2009 (voir figure 1). Les cinq principaux exportateurs de la période 2015-19 ont été les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine (voir tableau 1). Les cinq plus grands importateurs ont été l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et la Chine (voir tableau 2). Entre les périodes 2010-14 et 2015-19, les transferts d'armes vers le Moyen-Orient (61 %) et l'Europe (3,2 %) ont augmenté, tandis que les transferts vers l'Afrique (-16 %), les Amériques (-40 %) et l'Asie et Océanie (-7,9 %) ont diminué.

À partir du 9 mars 2020, la base de données librement accessible du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données actualisées sur les transferts d'armes pour la période 1950-2019¹⁵. Sur la base des nouvelles données, cette Fact Sheet présente les tendances mondiales des exportations et importations d'armes et met en lumière certaines questions liées aux transferts d'armes.

LES EXPORTATEURS, 2015-2019

Le SIPRI a identifié 68 États comme exportateurs d'armes majeures en 2015-19. Les cinq principaux fournisseurs d'armes au cours de cette période – les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine – ont représenté 76 % de l'ensemble des exportations d'armes (voir figure 2 et tableau 1). Les cinq premiers en 2015-19 sont les mêmes qu'en 2010-14, mais leurs exportations totales combinées d'armes majeures ont augmenté de 9,5 %. La France a connu la plus forte augmentation des exportations d'armes parmi les cinq premiers pays. Les exportations d'armes américaines, allemandes et chinoises ont également augmenté, tandis que les exportations d'armes russes ont diminué (voir figure 3). Les 25 premiers exportateurs d'armes ont représenté 99 % des principales exportations mondiales d'armes en 2015-19 (voir tableau 1). Les États d'Amérique du Nord et d'Europe ont compté pour 87 % de l'ensemble des exportations d'armes.

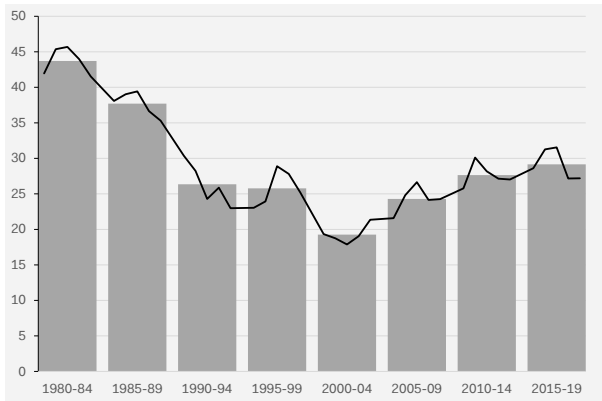
14. Dr Aude-Emmanuelle Fleurant (Canada/France) est Directrice du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI. Diego Lopes da Silva (Brésil) et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) sont chercheurs et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche au sein de ce programme.

15. Pour plus de détails sur la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes, voir la dernière page de ce chapitre.

Figure 1. ÉVOLUTION DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES MAJEURES, 1980-2019

Volume des transferts d'armes, en milliards de TIV (trend indicator values)

Note : Le graphique à barres indique le volume moyen des transferts



d'armes sur des périodes de cinq ans et le graphique linéaire indique les totaux annuels. La valeur de l'indicateur de tendance du SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes importants. La méthode utilisée pour calculer le TIV du SIPRI est expliquée sur la page web de la base de données des transferts d'armes.

Les États-Unis

Les États-Unis ont été le premier exportateur d'armes en 2015-19 et ont livré des armes majeures à 96 États. Il s'agit d'un nombre de destinations d'exportation d'armes bien plus élevé que pour tout autre fournisseur. Les exportations d'armes américaines ont augmenté de 23 % entre 2010-14 et 2015-19 et la part des États-Unis dans le total des exportations mondiales d'armes est passée de 31 % à 36 %. L'écart entre les exportations totales d'armes des États-Unis et de la Russie – le deuxième exportateur mondial – s'est rapidement creusé : en 2010-14, les exportations américaines d'armes majeures étaient supérieures de 17 % à celles de la Russie, alors qu'en 2015-19, elles l'étaient de 76 %. Le Moyen-Orient a représenté 51 % du total des exportations d'armes américaines en 2015-19.

FAITS PRINCIPAUX

- Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2015-19 a dépassé de 5,5 % celui de 2010-14 et de 20 % celui de 2005-2009.
- Les cinq principaux exportateurs d'armes en 2015-19 ont été les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine, représentant ensemble 76 % du total des exportations d'armes de la période 2015-19.
- En 2015-19, les exportations d'armes américaines représentent 36 % du total mondial et sont en hausse de 23 % par rapport à 2010-14.
- Les exportations d'armes de la Russie ont diminué de 18 % entre 2010-14 et 2015-19.
- Les exportations d'armes françaises, allemandes et chinoises en 2015-19 étaient plus élevées qu'en 2010-14, avec des augmentations respectives de 72, 17 et 6,3 %.
- Les cinq principaux importateurs d'armes en 2015-19 – l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et la Chine – ont reçu ensemble 36 % de toutes les importations d'armes.
- La principale région bénéficiaire en 2015-19 a été l'Asie et Océanie (représentant 41 % des importations mondiales d'armes), suivie par le Moyen-Orient (35 %), l'Europe (11 %), l'Afrique (7,2 %) et les Amériques (5,7 %).
- De la période 2010-14 à celle de 2015-19, les importations d'armes ont augmenté de 61 % au Moyen-Orient et de 3,2 % en Europe. Les importations d'armes des pays d'Afrique (-16 %), des Amériques (-40 %) et d'Asie et Océanie (-7,9 %) ont diminué.

Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020.

Tableau 1.

LES 25 PLUS GRANDS EXPORTATEURS D'ARMES ET LEURS PRINCIPAUX CLIENTS, 2015-2019

Remarque : les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis à des nombres entiers.

Exportateur	Part des exportations d'armes (%)		Variation (%) de 2010-2014 à 2015-2019 ^a	Principaux clients 2015-2019 (part des exportations totales de l'exportateur, en %)		
	2015-2019	2010-2014		1er	2e	3e
1 États-Unis	36	31	23	Arabie saoudite (25)	Australie (9,1)	EAU (6,4)
2 Russie	21	27	-18	Inde (25)	Chine (16)	Algérie (14)
3 France	7,9	4,8	72	Égypte (26)	Qatar (14)	Inde (14)
4 Allemagne	5,8	5,3	17	Corée du Sud (18)	Grèce (10)	Algérie (8,1)
5 Chine	5,5	5,5	6,3	Pakistan (35)	Bangladesh (20)	Algérie (9,9)
6 Royaume-Uni	3,7	4,6	-15	Arabie saoudite (41)	Oman (14)	États-Unis (9,1)
7 Espagne	3,1	2,9	13	Australie (33)	Singapour (13)	Turquie (11)
8 Israël	3,0	1,8	77	Inde (45)	Azerbaïdjan (17)	Vietnam (8,5)
9 Italie	2,1	2,7	-17	Turquie (20)	Pakistan (7,5)	Arabie saoudite (7,2)
10 Corée du Sud	2,1	0,9	143	Royaume-Uni (17)	Irak (14)	Indonésie (13)
11 Pays-Bas	1,9	2,0	-2,8	Indonésie (17)	États-Unis (14)	Jordanie (13)
12 Ukraine	1,0	2,8	-63	Chine (31)	Russie (20)	Thaïlande (17)
13 Suisse	0,9	0,9	2,6	Australie (18)	Chine (14)	Arabie saoudite (14)
14 Turquie	0,8	0,5	86	Turkménistan (25)	Oman (12)	Pakistan (12)
15 Suède	0,6	1,8	-65	États-Unis (22)	Algérie (12)	EAU (10)
16 Canada	0,6	0,9	-33	Arabie saoudite (34)	Inde (11)	EAU (10)
17 Norvège	0,4	0,6	-30	Oman (35)	États-Unis (20)	Finlande (14)
18 EAU	0,4	0,2	86	Égypte (41)	Algérie (13)	État non identifié (12)
19 Australie	0,3	0,3	11	États-Unis (42)	Indonésie (18)	Canada (18)
20 Biélorussie	0,3	0,5	-23	Viet Nam (31)	Soudan (16)	Serbie (15)
21 Tchéquie	0,3	0,1	453	Irak (39)	États-Unis (17)	Ukraine (9,0)
22 Afrique du Sud	0,3	0,5	-36	États-Unis (23)	EAU (20)	Malaisie (11)
23 Inde	0,2	0,0	426	Myanmar (46)	Sri Lanka (25)	Maurice (14)
24 Brésil	0,2	0,2	6,8	Afghanistan (38)	Indonésie (17)	Liban (11)
25 Portugal	0,2	0,0	1 239	Roumanie (95)	Uruguay (2,9)	Cap-Vert (1,2)

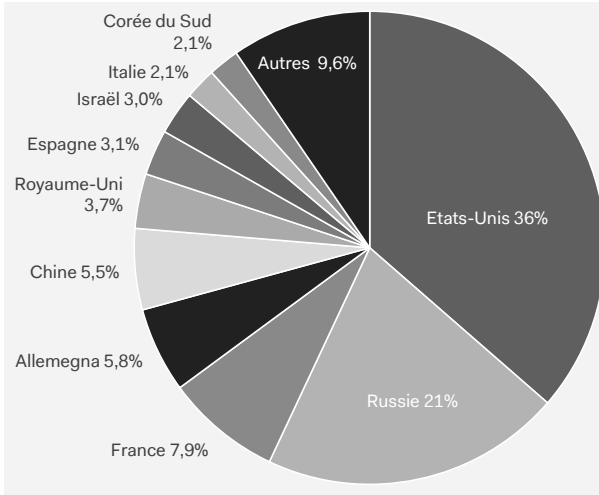
EAU = Émirats arabes unis.

^a Les chiffres montrent l'évolution en volume des exportations totales d'armes par exportateur entre les deux périodes.

Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020.

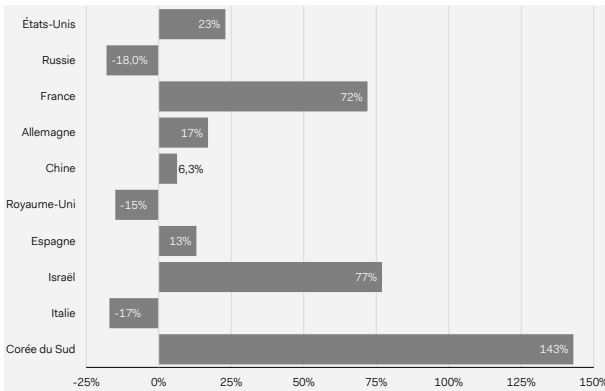
Les exportations d'armes américaines vers la région ont augmenté de 79 % entre 2010-14 et 2015-19. L'Arabie saoudite a été le principal destinataire des armes américaines en 2015-19 et représenté 25 % des exportations d'armes américaines, contre 7,4 % en 2010-14. Bien que le Congrès américain ait discuté de la possibilité d'imposer certaines restrictions aux exportations d'armes vers l'Arabie saoudite en 2019, les livraisons – y compris celle de 30 des 154 avions de combat commandés en 2011 – se sont poursuivies tout au long de l'année 2019. De plus, le gouvernement américain a autorisé cette année la vente d'environ 59 000 bombes guidées à l'Arabie saoudite. Les exportations d'armes vers l'Asie et Océanie ont représenté 30 % du total des exportations d'armes américaines en 2015-19. Les exportations d'armes américaines vers la région ont diminué de 20 % par rapport à 2010-2014 en raison de la baisse des exportations

Figure 2.
PART MONDIALE DES 10 PRINCIPAUX EXPORTATEURS D'ARMES, 2015-2019



Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020.

Figure 3.
ÉVOLUTION DU VOLUME DES PRINCIPALES EXPORTATIONS D'ARMES DEPUIS 2010-14 PAR LES 10 PLUS GRANDS EXPORTATEURS EN 2015-19



Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020.

principaux destinataires : l'Inde, la Chine et l'Algérie (voir tableau 1). Au niveau régional, les États d'Asie et Océanie ont représenté 57 % des exportations d'armes russes en 2015-19, le Moyen-Orient 19 %, l'Afrique 17 %, l'Europe 5,7 % et les Amériques 0,8 %.

d'armes vers l'Inde (-51 %), le Pakistan (-92 %), Singapour (-60 %), la Corée du Sud (-34 %) et Taiwan (-38 %). Ces baisses ont été partiellement compensées par l'augmentation des exportations d'armes américaines vers l'Australie, qui a augmenté de 41 % (faisant de l'Australie le deuxième importateur d'armes américaines en 2015-19), et vers le Japon, qui a augmenté de 85 %.

Les exportations d'armes vers l'Europe représentaient 13 % des exportations d'armes américaines en 2015-19, soit une augmentation de 45 % par rapport à 2010-14. Les exportations d'armes américaines vers l'Afrique ont augmenté de 10 % entre 2010-14 et 2015-19, tandis que celles vers les Amériques ont diminué de 20 %.

Russie

Les exportations d'armes russes ont représenté 21 % du total des exportations d'armes en 2015-19 mais ont été inférieures de 18 % à celles de 2010-14. Bien que l'Inde soit restée la principale destinataire des armes russes en 2015-19, représentant 25 % du total, les exportations d'armes russes vers l'Inde ont diminué de 47 % entre 2010-14 et 2015-19.

En 2015-19, la Russie a livré des armes importantes à 47 États. Au total, 55 % de ses exportations d'armes sont allées à ses trois

Les exportations russes d'armes majeures vers le Moyen-Orient ont augmenté de 30 % entre 2010-14 et 2015-19. En 2015-19, l'Égypte et l'Irak ont été les principaux destinataires des exportations d'armes russes vers le Moyen-Orient, représentant respectivement 49 et 29 % des exportations d'armes russes vers la région. Les livraisons à l'Irak ont augmenté de 212 % par rapport à 2010-14, tandis que celles à l'Égypte ont augmenté de 191 %. Bien que les forces russes soutiennent le gouvernement syrien dans le conflit en Syrie depuis 2015, les livraisons d'armes russes à la Syrie ont diminué de 87 % entre 2010-14 et 2015-19, et n'ont représenté que 3,9 % des exportations d'armes russes au Moyen-Orient et 0,7 % du total des exportations d'armes russes en 2015-19.

L'Union européenne et les pays d'Europe occidentale

Les exportations d'armes combinées des États membres de l'Union européenne ont représenté 26 % du total mondial en 2015-19 et étaient de 9,0 % plus élevées qu'en 2010-14. Les cinq principaux exportateurs d'armes d'Europe occidentale – la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie – ont représenté ensemble 23 % des exportations d'armes mondiales en 2015-19, contre 20 % en 2010-14. Les exportations d'armes françaises, allemandes et espagnoles ont augmenté entre les deux périodes, tandis que les exportations d'armes britanniques et italiennes ont diminué (voir figure 3).

En 2015-19, les exportations d'armes françaises ont atteint leur plus haut niveau depuis 1990 et ont représenté 7,9 % du total mondial. Après une baisse de 31 % entre 2005-2009 et 2010-14, les exportations d'armes françaises ont augmenté de 72 % de 2010-14 à 2015-19. Les exportations d'armes françaises vers le Moyen-Orient ont augmenté de 363 % par rapport à 2010-14. La région représente 52 % des exportations d'armes françaises en 2015-19, suivie par l'Asie et Océanie avec 30 %.

La France a livré des armes majeures à 75 États en 2015-19. Les trois principaux destinataires étaient l'Égypte, le Qatar et l'Inde, qui ont compté ensemble pour 54 % des exportations d'armes françaises (voir tableau 1). 2015-19 a été la première période de cinq ans au cours de laquelle ces pays ont été parmi les principaux destinataires des armes françaises depuis les années 1980. Les livraisons d'avions de combat Rafale à ces trois pays ont représenté près d'un quart des exportations d'armes françaises en 2015-19. Fin 2019, des commandes étaient en cours pour une large gamme d'armes majeures françaises, notamment des avions de combat Rafale vers l'Inde et le Qatar, des sous-marins vers le Brésil et l'Inde, et des frégates vers l'Égypte, la Malaisie et les Émirats arabes unis (EAU). Cela indique que les exportations d'armes de la France resteront à un niveau relativement élevé pendant au moins les cinq prochaines années.

Les exportations d'armes allemandes ont représenté 5,8 % du total mondial en 2015-19 et ont dépassé de 17 % celles de la période 2010-14. En 2015-19, 30 % des exportations d'armes allemandes étaient destinées à l'Asie et Océanie, 26 % à d'autres États européens, 24 % au Moyen-Orient, 11 % aux Amériques et 8,3 % à l'Afrique.

En 2015-19, l'Allemagne a livré quatre sous-marins à la Corée du Sud, trois à l'Égypte et à la Grèce, deux à la Colombie et à l'Italie, et un à Israël. Ensemble, ces livraisons représentaient 39 % des exportations d'armes allemandes du quinquennat 2015-19.

Le Royaume-Uni s'est classé sixième exportateur d'armes au monde en 2015-19 et a compté pour 3,7 % du total des exportations d'armes. Les exportations d'armes britanniques ont diminué de 15 % entre 2010-14 et 2015-19, principalement en raison de la baisse de ses exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, l'Inde et les États-Unis.

Autres fournisseurs du top 10

Trois pays hors Europe et Amérique du Nord figurent parmi le top dix premiers des exportateurs d'armes en 2015-19 : la Chine, Israël et la Corée du Sud.

La Chine se classe cinquième mondiale en 2015-19 avec 5,5 % du total des exportations d'armes. Après un bond de 133 % entre 2005-2009 et 2010-14, les exportations d'armes chinoises n'ont augmenté que de 6,3 % entre 2010-14 et 2015-19. En 2015-19, l'Asie et Océanie a représenté 74 % des exportations d'armes chinoises, l'Afrique 16 % et le Moyen-Orient 6,7 %. Le nombre de pays auxquels la Chine livre des armes a considérablement augmenté : de 40 en 2010-14 à 53 en 2015-19. Le Pakistan a été le principal destinataire (35 %) en 2015-19, comme il l'a été pour toutes les quinquennats précédents depuis 1991.

Israël a été le huitième fournisseur d'armes en 2015-19. Ses exportations d'armes ont représenté 3,0 % du total mondial et ont dépassé de 77 % celles de la période 2010-14. Bien qu'Israël se soit classé plus haut que la huitième place au cours de certains quinquennats précédents, le volume des exportations d'armes israéliennes en 2015-19 était le plus élevé jamais atteint.

La Corée du Sud a été le 10^e exportateur d'armes en 2015-19 avec une part de 2,1 % du total mondial. Ses exportations d'armes ont augmenté de 143 % entre 2010-14 et 2015-19, le plus haut niveau d'augmentation parmi les exportateurs du top 10. Toutefois, ses importations sont restées nettement supérieures à ses exportations. Le nombre de pays auxquels la Corée du Sud a livré des armes est passé de 7 en 2010-14 à 17 en 2015-19. En 2015-19, l'Asie et Océanie a représenté 50 % des exportations d'armes de la Corée du Sud, l'Europe 24 % et le Moyen-Orient 17 %. Contrairement aux deux quinquennats précédents, au cours desquels plus de la moitié des exportations d'armes sud-coréennes étaient destinées à la Turquie, en 2015-19, la répartition des exportations d'armes sud-coréennes était beaucoup plus large. Le principal destinataire (le Royaume-Uni) ne représentait que 17 % des exportations d'armes sud-coréennes.

Tableau 2.

LES 40 PLUS GRANDS IMPORTATEURS D'ARMES ET LEURS PRINCIPAUX FOURNISSEURS, 2015-2019

Importateur	Part des importations d'armes (%)		Variation (%) de 2010-14 à 2015-2019 ^a	Principaux fournisseurs 2015-2019 (part des importations totales de l'importateur, en %)		
	2015-2019	2010-2014		1er	2e	3e
1 Arabie saoudite	12	5,6	130	États-Unis (73)	Royaume-Uni (13)	France (4,3)
2 Inde	9,2	14	-32	Russie (56)	Israël (14)	France (12)
3 Égypte	5,8	1,9	212	France (35)	Russie (34)	États-Unis (15)
4 Australie	4,9	3,7	40	États-Unis (68)	Espagne (21)	France (3,6)
5 Chine	4,3	4,4	3,3	Russie (76)	France (8,8)	Ukraine (6,9)
6 Algérie	4,2	2,6	71	Russie (67)	Chine (13)	Allemagne (11)
7 Corée du Sud	3,4	3,5	3,3	États-Unis (55)	Allemagne (30)	Espagne (7,8)
8 EAU	3,4	4,4	-18	États-Unis (68)	France (11)	Pays-Bas (3,4)
9 Irak	3,4	1,8	98	États-Unis (45)	Russie (34)	Corée du Sud (8,6)
10 Qatar	3,4	0,5	631	États-Unis (50)	France (34)	Allemagne (9,2)
11 Pakistan	2,6	4,5	-39	Chine (73)	Russie (6,6)	Italie (6,1)
12 Vietnam	2,2	2,6	-9,3	Russie (74)	Israël (12)	Bélarus (4,9)
13 États-Unis	2,0	3,3	-37	Allemagne (21)	Royaume-Uni (17)	Pays-Bas (13)
14 Israël	2,0	0,7	181	États-Unis (78)	Allemagne (16)	Italie (6,2)
15 Turquie	1,8	3,7	-48	États-Unis (38)	Italie (24)	Espagne (19)
16 Japon	1,8	1,1	72	États-Unis (96)	Royaume-Uni (2,4)	Suède (1,6)
17 Indonésie	1,8	1,9	-4,6	États-Unis (20)	Pays-Bas (18)	Corée du Sud (16)
18 Royaume-Uni	1,7	1,5	17	États-Unis (67)	Corée du Sud (21)	Allemagne (4,7)
19 Singapour	1,7	2,5	-29	États-Unis (37)	Espagne (24)	France (18)
20 Bangladesh	1,6	0,9	93	Chine (72)	Russie (15)	Royaume-Uni (2,4)
21 Italie	1,5	0,6	175	États-Unis (62)	Allemagne (25)	Israël (6,5)
22 Thaïlande	1,2	0,8	67	Corée du Sud (21)	Chine (21)	Ukraine (14)
23 Oman	1,2	1,0	24	Royaume-Uni (45)	États-Unis (13)	Norvège (12)
24 Norvège	1,1	0,7	67	États-Unis (77)	Italie (7,9)	Corée du Sud (7,2)
25 Kazakhstan	1,0	0,3	238	Russie (90)	Espagne (3,2)	Chine (2,1)
26 Taïwan	0,9	1,7	-41	États-Unis (100)	-	-
27 Canada	0,9	0,9	4,2	États-Unis (56)	Pays-Bas (11)	Israël (9,6)
28 Grèce	0,9	0,7	39	Allemagne (64)	États-Unis (19)	Royaume-Uni (7,5)
29 Afghanistan	0,9	1,5	-38	États-Unis (87)	Brésil (8,8)	Canada (1,2)
30 Azerbaïdjan	0,8	1,5	-40	Israël (60)	Russie (31)	Turquie (3,2)
31 Maroc	0,8	2,3	-62	États-Unis (91)	France (8,9)	Royaume-Uni (0,3)
32 Jordanie	0,8	0,5	54	États-Unis (30)	Pays-Bas (30)	Russie (10)
33 Myanmar	0,7	1,1	-32	Chine (49)	Russie (16)	Inde (14)
34 Brésil	0,6	1,0	-37	France (26)	États-Unis (20)	Royaume-Uni (17)
35 Philippines	0,6	0,1	403	Corée du Sud (32)	Indonésie (21)	États-Unis (19)
36 Mexique	0,6	0,5	17	États-Unis (64)	Espagne (9,5)	France (8,5)
37 Biélorussie	0,6	0,2	186	Russie (98)	Ukraine (1,2)	Chine (0,5)
38 Pays-Bas	0,6	0,7	-21	États-Unis (76)	Allemagne (13)	Italie (7,6)
39 Koweït	0,5	0,7	-22	États-Unis (70)	France (9,5)	Suisse (7,1)
40 Pologne	0,5	0,6	-14	États-Unis (29)	Allemagne (18)	Italie (14)

Remarque : les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à la décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis au nombre entier.

EAU = Émirats arabes unis.

Les chiffres montrent l'évolution du volume total des importations d'armes par importateur entre les 2 périodes.

Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020.

LES IMPORTATEURS, 2015-2019

Le SIPRI a identifié 160 États comme importateurs d'armes majeures en 2015-19. Les cinq principaux importateurs d'armes – l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et la Chine – ont représenté 36 % du total des importations d'armes en 2015-19 (voir figure 4 et tableau 2). Parmi ceux-ci, l'Arabie saoudite, l'Inde et la Chine figuraient parmi les cinq premiers importateurs en 2010-14 et en 2015-19. Au niveau régional, l'Asie et Océanie a représenté 41 % des importations d'armes en 2015-19, suivie du Moyen-Orient (35 %), de l'Europe (11 %), de l'Afrique (7,2 %) et des Amériques (5,7 % ; voir figure 5).

Afrique

Les importations d'armes par les États africains ont diminué de 16 % entre 2010-14 et 2015-19. La Russie représente 49 % des exportations d'armes vers la région, les États-Unis 14 % et la Chine 13 %.

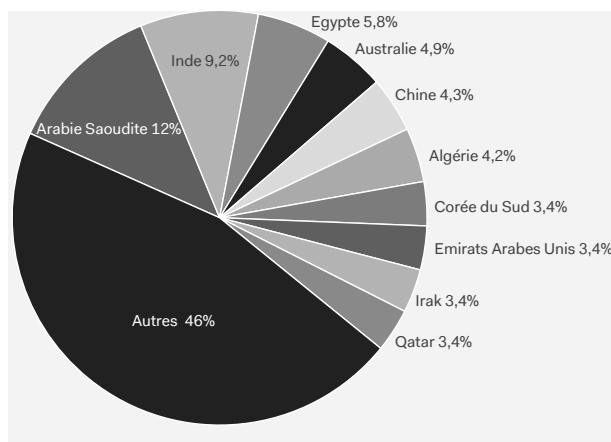
Afrique du Nord

L'Afrique du Nord a compté pour 74 % des importations d'armes africaines en 2015-19. L'Algérie à elle seule représente 79 % des importations d'armes nord-africaines. Les importations d'armes de l'Algérie ont augmenté de 71 % par rapport à 2010-14, ce qui en fait le sixième plus grand importateur d'armes au monde en 2015-19. Cette augmentation s'est produite dans le contexte des tensions de longue date entre l'Algérie et le Maroc, des tensions internes et des préoccupations liées aux conflits

dans les pays voisins, le Mali et la Libye (voir encadré 1). Comme en 2010-14, la Russie est restée le premier fournisseur d'armes de l'Algérie en 2015-19, représentant 67 % des importations d'armes algériennes, suivie de la Chine (13 %) et de l'Allemagne (11 %).

Figure 4.

PART MONDIALE DES IMPORTATIONS D'ARMES MAJEURES PAR LES DIX PLUS GRANDS IMPORTATEURS, 2015-2019



Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020

Afrique subsaharienne

Les États d'Afrique subsaharienne ont représenté 26 % des importations d'armes africaines en 2015-19. Dans l'ensemble, les importations d'armes des États de la sous-région ont été inférieures de 49 % en 2015-19 à celles de 2010-14 et se situaient à leur niveau le plus bas depuis 1995-99. En 2015-19, la Russie a

représenté 36 % des importations d'armes des États de la sous-région, la Chine 19 % et la France 7,6 %. Les cinq principaux importateurs d'armes en Afrique subsaharienne – l'Angola, le Nigeria, le Soudan, le Sénégal et la Zambie – ont représenté 63 % de toutes les importations d'armes dans la sous-région. L'Angola a représenté 27 % des importations d'armes en Afrique subsaharienne, se classant 42e importateur d'armes au niveau mondial. Même si l'économie angolaise était en récession, ses importations d'armes ont augmenté de 2 120 % de 2014-14 à 2015-19.

Les transferts d'armes et le conflit en Libye

La guerre entre le Gouvernement d'accord national libyen (GNA), reconnu au niveau international, et l'armée nationale libyenne (LNA), qui a débuté en 2014, s'est poursuivie en 2019. Les deux parties ont reçu des armes de l'étranger en violation de l'embargo sur les armes décrété par les Nations unies en 2011 à l'encontre de la Libye, mais aucun pays n'a été sanctionné pour cela.

Les détails concernant ces livraisons d'armes sont incertains et le volume ne peut être estimé. Par exemple, en 2019, le GNA a reçu de la Turquie un nombre inconnu de véhicules blindés et de drones armés. En 2015-19, la LNA a reçu des véhicules blindés de Jordanie et des Émirats arabes unis (EAU), des hélicoptères de combat du Belarus, fournis par les EAU, et des avions de combat d'Égypte. Des avions de combat et des drones armés en provenance des EAU ont été utilisés dans les combats, y compris en 2019. On ignore avec certitude si ce sont les EAU qui les ont manipulés ou s'ils les ont fournis à la LNA.

L'implication des EAU en Libye fait partie de leur politique étrangère affirmée, qui comprend également leur intervention militaire au Yémen. En 2015-19, les EAU ont représenté 3,4 % des importations mondiales d'armes. Ils ont reçu des armes majeures de 17 pays au total en 2015-19, mais les États-Unis ont représenté 68 % de leurs importations d'armes. En 2019, lorsque l'intervention militaire étrangère en Libye a été condamnée par le Conseil de sécurité des Nations unies, les EAU avaient des contrats d'importation d'armes majeures en cours avec l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, la Russie, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

L'augmentation peut être largement attribuée à la livraison de 12 avions de combat en provenance de Russie.

L'Afrique du Sud a été le plus grand importateur d'armes en Afrique subsaharienne de 2005 à 2009, principalement en raison des livraisons de frégates et de sous-marins en provenance d'Allemagne et d'avions de combat en provenance de Suède. En 2010-14, ses importations d'armes ont chuté de 78 % et en 2015-19, elles étaient presque nulles. Cette forte baisse est en partie due aux graves problèmes économiques de l'Afrique du Sud, qui n'avait pas non plus les fonds nécessaires pour exploiter la moitié de sa flotte d'avions de combat fournie par la Suède.

Asie et Océanie

Les importations d'armes des États d'Asie et Océanie ont diminué de 7,9 % entre 2010-14 et 2015-19. Sur les dix plus gros importateurs en 2015-19, quatre se trouvaient en Asie

et Océanie : l'Inde, l'Australie, la Chine et la Corée du Sud. La Russie représentait 29 % des importations d'armes des États de la région, les États-Unis 27 % et la Chine 10 %.

Inde et Pakistan

Entre 2010-14 et 2015-19, les importations d'armes de l'Inde et du Pakistan ont diminué respectivement de 32 et 39 %. Bien que ces deux pays aient depuis longtemps pour objectif de produire leurs propres armes majeures, ils restent largement dépendants des importations et ont d'importantes commandes en cours ainsi que des projets d'importation de tous types d'armes majeures.

La Russie a été le plus grand fournisseur de l'Inde en 2010-14 et 2015-19, mais les livraisons ont chuté de 47 % et sa part dans les importations totales d'armes de l'Inde est passée de 72 à 56 %. Les États-Unis sont devenus le deuxième fournisseur d'armes de l'Inde en 2010-14, la relation de sécurité entre les deux pays ayant évolué vers un partenariat stratégique. Toutefois, en 2015-19, l'Inde a poursuivi sa politique de diversification des fournisseurs, et les importations d'armes en provenance des États-Unis ont diminué de 51 % par rapport à 2010-14. En revanche, les importations d'armes en provenance d'Israël et de France ont augmenté, respectivement de 175 et 715 %, ce qui en fait les deuxième et troisième fournisseurs d'armes majeurs de l'Inde en 2015-19 (voir tableau 2).

La Chine a représenté 51 % des importations d'armes du Pakistan en 2010-14 et 73 % en 2015-19. La diminution globale des importations d'armes du Pakistan est liée à la décision des États-Unis de mettre fin à l'aide militaire au Pakistan. Les États-Unis représentaient 30 % des importations d'armes du Pakistan en 2010-14, mais seulement 4,1 % en 2015-19. Le Pakistan a continué d'importer des armes en provenance d'États européens en 2015-19 et a également renforcé ses relations avec la Turquie en matière d'importation d'armes, avec des commandes de 30 hélicoptères de combat et de 4 frégates en 2018.

Les attaques transfrontalières entre l'Inde et le Pakistan se sont intensifiées au début de l'année 2019. Le Pakistan aurait utilisé des avions de combat importés de Chine, équipés de moteurs russes, et des avions de combat des États-Unis soutenus par des avions de contrôle et d'alerte rapide de Suède. L'Inde aurait utilisé des avions de combat importés de France et de Russie, des bombes guidées d'Israël et de l'artillerie de Suède.

Asie de l'Est

Les importations d'armes des États d'Asie de l'Est ont augmenté de 3,0 % entre 2010-14 et 2015-19. La Chine, qui représentait 4,3 % des importations mondiales d'armes en 2015-19, était le plus grand importateur d'armes dans la sous-région. La plus grande partie de ses importations était destinée aux systèmes de défense aérienne, aux avions de combat et aux moteurs d'avions de combat en provenance de Russie. Elle a cependant développé une industrie de l'armement avancée et est devenue beaucoup moins dépendante des importations d'armes en provenance de Russie.

Les importations d'armes de Taiwan en 2015-19 étaient inférieures de 41 % à celles de 2010-14. Toutefois, en 2019, ce pays a passé des commandes pour 66 avions de combat F-16V et 108 chars d'assaut aux États-Unis. Ces derniers s'étaient d'abord montrés réticents à accepter ces commandes en raison du fait que de précédentes ventes d'armes à Taiwan avaient provoqué une détérioration des relations sino-américaines. Les importations d'armes par le Japon ont augmenté de 72 % entre 2010-14 et 2015-19 et devraient continuer à augmenter si l'on en croit les nouvelles commandes d'armes en provenance des États-Unis, dont une commande en 2019 de 105 avions de combat F-35.

Amérique centrale, Caraïbes, et Amérique du Sud

Les importations d'armes par les États d'Amérique centrale et des Caraïbes ont augmenté de 23 % entre 2010-14 et 2015-19. Le Mexique a représenté 70 % de toutes les importations d'armes dans la sous-région en 2015-19. L'augmentation de 17 % des importations d'armes du Mexique entre 2010-14 et 2015-19 a coïncidé avec ses opérations militaires en cours contre les cartels de la drogue. Les importations d'armes des États d'Amérique du Sud ont diminué de 15 % entre 2005-2009 et 2010-14, et de 59 % entre 2010-14 et 2015-19.

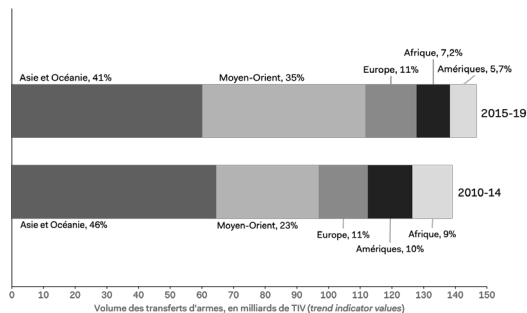
En 2015-19, les États-Unis ont représenté 19 % des importations d'armes de la sous-région, la France 16 % et l'Italie 8,6 %.

Le Venezuela a été le plus grand importateur d'armes en Amérique du Sud en 2010-14, lorsqu'il s'est rééquipé, principalement en armes russes. Toutefois, en 2015-19, les importations d'armes du Venezuela étaient inférieures de 88 % à celles de 2010-14, car le pays continuait d'être touché par une grave crise économique.

Bien que les importations d'armes du Brésil aient été inférieures de 37 % à celles de 2010-14, ce pays a été le plus grand importateur d'armes d'Amérique du Sud en 2015-19, totalisant 31 % des importations d'armes de la sous-région. Fin 2019, ses commandes en cours étaient également les plus importantes de tous les États de la sous-région, y compris pour les avions de combat de la Suède et les sous-marins de la France.

Figure 5.

LES IMPORTATEURS DES PRINCIPALES ARMES, PAR RÉGION, 2015-2019 ET 2010-2014, EN POURCENTAGE DE LA PART MONDIALE



Note : La valeur de l'indicateur de tendance du SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures. La méthode utilisée pour calculer la VTI du SIPRI est décrite sur la page Web de la base de données sur les transferts d'armes.

Source : Base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, mars 2020

Europe

Les importations d'armes des États européens ont diminué de 37 % entre 2005-2009 et 2010-14. Cependant, cette tendance à la baisse s'est inversée en 2015-19 : les importations d'armes par les États européens ont augmenté de 3,2 % par rapport à 2010-14 et représentent 11 % du total mondial. Les États-Unis ont représenté 41 % des importations d'armes de la région en 2015-19, l'Allemagne 14 % et la Russie 10 %.

Transferts d'armes et conflits armés en Europe

Des armes majeures ont été utilisées lors de conflits en Europe en 2015-19 : les forces armées ukrainiennes ont combattu les séparatistes dans l'est du pays, et quelques combats ont éclaté entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les importations d'armes de l'Ukraine ont été faibles en 2015-19, malgré le conflit armé qui y sévit. Les plus importantes comprenaient 50 véhicules blindés d'occasion en provenance de la République tchèque et 210 missiles antichars en provenance des États-Unis.

Les importations d'armes de l'Arménie ont augmenté de 415 % entre 2010-14 et 2015-19. La Russie a représenté 94 % de ces importations en 2015-19. Malgré une baisse de 40 % entre 2010-14 et 2015-19, les importations d'armes de l'Azerbaïdjan étaient 3,3 fois plus élevées que celles de l'Arménie en 2015-19. Israël a constitué 60 % et la Russie 31 % des importations d'armes de l'Azerbaïdjan en 2015-19. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont tous deux importé des missiles capables d'attaquer des cibles situées au plus profond de leur territoire respectif.

Rééquiper les forces aériennes européennes

Dans de nombreux États d'Europe occidentale et centrale, les tensions croissantes avec la Russie et la participation à des opérations aériennes militaires au Moyen-Orient ont contribué à une demande croissante de nouveaux avions de combat. En 2015-19, les États d'Europe occidentale et centrale ont importé un total de 59 nouveaux avions de combat. Fin 2019, ces États avaient des commandes en cours pour l'importation de 380 nouveaux avions de combat (356 F-35 et 24 F-16), la plupart destinés à être livrés en 2020-29. Tous ces avions seront fournis par les États-Unis et, dans la plupart des cas, ont été sélectionnés parmi des offres concurrentes de la France, de la Suède et d'un consortium d'entreprises britanniques, allemandes, italiennes et espagnoles soutenues par leur gouvernement respectif.

Le Moyen-Orient

Les importations d'armes par les États du Moyen-Orient ont augmenté de 61 % en 2015-19 par rapport à 2010-14. Cinq des dix premiers pays importateurs d'armes en 2015-19 se trouvaient au Moyen-Orient : l'Arabie saoudite, qui a reçu 35 % des transferts d'armes vers la région, l'Égypte (16 %), les Émirats arabes unis (9,7 %), l'Irak (9,7 %) et le Qatar (9,6 %). Les États-Unis ont fourni 53 % du total des transferts d'armes vers la région, la France 12 % et la Russie 11 %. Les importations d'armes du Qatar

ont augmenté de 631 % par rapport à la période 2010-2014, et le pays est entré pour la première fois dans le top 10 (voir tableau 2).

Arabie saoudite

Les importations d'armes par l'Arabie saoudite en 2015-19 ont dépassé de 130 % celles de la période 2010-14, faisant de ce pays le plus grand importateur d'armes au monde en 2015-19, totalisant 12 % de toutes les importations d'armes majeures. Les États-Unis étaient de loin le plus grand fournisseur d'armes de l'Arabie saoudite en 2015-19, représentant 73 % des importations d'armes saoudiennes, suivis par le Royaume-Uni (13 %). Les discussions aux États-Unis, au Canada et dans de nombreux pays d'Europe occidentale sur les restrictions à l'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite se sont poursuivies en 2019, sur fond de crainte que l'intervention militaire au Yémen n'entraîne des violations du droit humanitaire international et ne permette pas de mettre fin à la guerre dans ce pays. Toutefois, l'Arabie saoudite a continué à importer des armes de certains de ces États en 2019, notamment 30 avions de combat, un grand nombre de missiles et de bombes guidées des États-Unis, des véhicules blindés du Canada, des véhicules blindés et des patrouilleurs de France, ainsi que des missiles et des avions d'entraînement du Royaume-Uni. Contrairement aux autres fournisseurs européens figurant parmi les dix premiers exportateurs d'armes en 2015-19, l'Allemagne a suspendu la majeure partie de ses exportations d'armes – déjà limitées – vers l'Arabie saoudite.

La Chine et la Russie ont représenté chacune moins de 1 % des importations d'armes de l'Arabie saoudite en 2015-19. La Chine fournit des drones armés à l'Arabie saoudite depuis 2014. En 2019, la Russie a exporté pour la première fois des armes majeures (un petit lot de lance-roquettes) vers l'Arabie saoudite.

Turquie

La Turquie, qui en 1995-99, le 3^e importateur d'armes au monde, occupait le 9^e rang en 2005-2009, et le 15^e en 2015-19. Sur cette dernière période, les importations d'armes de la Turquie ont été inférieures de 48 % à celles de 2010-14, même si son armée combattait les rebelles kurdes et était impliquée dans les conflits en Libye et en Syrie. Cette baisse est en partie due aux retards de production des sous-marins allemands, dont la livraison était initialement prévue pour 2015-19. En outre, dans le passé, la Turquie importait la plupart de ses navires de guerre et de ses véhicules blindés, mais en 2015-19, elle s'est principalement procuré ces armes auprès de sa propre industrie.

En 2019, les États-Unis ont bloqué un projet de vente de 100 avions de combat F-35 à la Turquie, ce qui aurait entraîné une augmentation des importations d'armes turques au cours des cinq années suivantes. Les États-Unis ont mis fin au contrat après que la Turquie a importé des systèmes de défense aérienne S-400 de Russie en 2019. Les États-Unis craignaient que l'accès éventuel de la Russie aux systèmes S-400 turcs ne lui permette de recueillir des informations sur les F-35 s'ils avaient été fournis à la Turquie. En outre, plusieurs États européens ont limité leurs ventes d'armes à la Turquie en 2019 en raison de ses actions contre les groupes kurdes en Syrie.

Égypte

L'Égypte était le troisième plus grand importateur d'armes au monde en 2015-19. Ses importations d'armes représentaient 5,8 % du total mondial et étaient supérieures de 212 % à celles de 2010-14. La tendance à la hausse des importations d'armes de l'Égypte coïncide avec son engagement militaire en Libye (voir encadré 1) et au Yémen, et avec les combats avec les groupes rebelles dans la péninsule du Sinaï. Elle pourrait également être liée aux préoccupations de l'Égypte concernant la sécurité des champs de gaz en Méditerranée et l'approvisionnement en eau du bassin du Nil. Les États-Unis, qui apportent une aide militaire à l'Égypte depuis 1978, ont été le plus grand exportateur d'armes vers l'Égypte durant tous les quinquennats compris entre 1980 et 2014. Bien que les exportations d'armes américaines vers l'Égypte soient restées stables en 2015-19, les États-Unis n'ont été que le troisième fournisseur d'armes de l'Égypte pendant cette période, constituant 15 % de ses importations d'armes, contre 47 % en 2010-14. En raison des frictions avec les États-Unis liées au coup d'État militaire en Égypte en 2013, ce dernier a intensifié ses efforts pour se procurer des armes auprès d'autres fournisseurs. En 2015-19, un total de 35 % des importations d'armes égyptiennes provenaient de France, contre 2,3 % en 2010-14. La Russie a représenté 34 % des importations d'armes égyptiennes en 2015-19.

À propos de la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes

À partir du 9 mars 2020, la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, en accès libre, comprend des données sur les transferts d'armes pour la période 1950-2019.

Ces données remplacent toutes les données précédentes sur les transferts d'armes publiées par le SIPRI. La base de données vise à contribuer à la compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette fiche d'information est destinée à encourager l'utilisation de la base de données pour des recherches, des enquêtes, l'élaboration de politiques et le débat public.

La base de données sur les transferts d'armes du SIPRI est la seule ressource publique qui fournit des informations cohérentes, souvent des estimations, sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (y compris les ventes, les dons et la production sous licence) aux États, aux organisations internationales et aux groupes non étatiques depuis 1950. Elle est accessible sur la page web de la base de données sur les transferts d'armes du site du SIPRI.

Les données statistiques du SIPRI sur les transferts d'armes concernent les livraisons réelles d'armes majeures. Le SIPRI mesure le volume des transferts internationaux d'armes majeurs en utilisant une unité commune, la valeur de l'indicateur de tendance (TIV). La méthode utilisée pour calculer le TIV du SIPRI est décrite à la page web de la base de données sur les transferts d'armes.

Comme le volume des livraisons peut fluctuer considérablement d'une année à l'autre, le SIPRI présente des données pour des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les pourcentages présentés dans cette fiche ne correspondent pas toujours à 100 % ou aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Annexe 1.

LES DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UE ET DES ÉTATS-UNIS, 2010-2019, EN MILLIONS DE DOLLARS, AUX PRIX ET TAUX DE CHANGE DE 2018

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019 (courant)	% variation 2016,2019	% variation 2016,2019
Union européenne (UE)													
1 Allemagne	44 468	43 275	43 646	41 980	41 032	40 888	43 784	45 340	46 512	51 190	49 277	15,1%	10,1%
2 Autriche	3 335	3 259	3 216	3 091	3 117	2 980	3 207	3 367	3 388	3 382	3 238	0,6%	-0,8%
3 Belgique	5 396	5 207	5 149	5 018	4 836	4 753	4 734	4 736	4 840	5 003	4 818	7,3%	3,4%
4 Bulgarie	824	685	686	740	692	701	751	779	961	2 187	2 127	165,5%	127,5%
5 Chypre	435	403	368	332	313	351	321	381	445	420	402	-3,4%	-5,6%
6 Croatie	969	1 004	917	877	984	980	981	989	966	1 054	1 009	8,6%	9,1%
7 Danemark	4 393	4 094	4 222	3 873	3 703	3 864	3 906	3 985	4 559	4 751	4 557	8,1%	4,2%
8 Espagne	19 356	17 856	18 059	15 751	16 722	16 508	17 160	17 823	17 988	17 177	17 177	-7,1%	0,9%
9 Estonie	353	376	439	454	486	529	568	585	607	675	656	91,0%	11,2%
10 Finlande	3 684	3 742	3 768	3 812	3 616	3 698	3 712	3 649	3 757	4 137	3 971	12,3%	10,1%
11 France	50 482	48 981	48 228	47 916	48 750	50 084	52 026	52 710	51 410	52 228	50 119	3,5%	1,6%
12 Grèce	7 398	5 957	5 266	4 920	4 860	5 175	5 386	5 757	5 732	5 472	5 472	-22,5%	-0,4%
13 Hongrie	40	46	42	44	48	55	57	61	63	67	66	70,4%	6,4%
14 Irlande	1 199	1 137	1 077	1 071	1 067	1 070	1 078	1 084	1 107	1 159	1 113	-3,3%	4,7%
15 Italie	31 377	30 727	28 403	27 315	25 216	24 146	27 353	28 139	27 808	28 037	26 790	-10,6%	0,8%
16 Lettonie	263	272	250	269	279	318	458	520	724	727	710	176,3%	0,4%
17 Lituanie	336	325	325	336	406	539	722	877	1 056	1 117	1 064	232,0%	5,7%
18 Luxembourg	276	239	232	241	258	304	287	382	393	444	429	60,8%	13,0%
19 Malte	58	51	49	50	52	57	65	68	67	87	84	48,5%	29,7%
20 Pays-Bas	11 293	10 914	10 255	9 552	9 565	9 542	10 031	10 250	11 115	12 404	12 060	11,6%	11,6%
21 Pologne	8 193	8 307	8 380	8 312	9 247	11 005	10 395	10 630	12 041	12 343	11 903	50,7%	2,5%
22 Portugal	4 637	4 429	3 933	4 334	3 766	3 908	4 516	3 905	4 420	4 716	4 513	1,7%	6,7%
23 Roumanie	2 005	2 074	2 018	2 172	2 373	2 738	2 869	3 919	4 359	5 098	4 945	154,2%	17,0%
24 Royaume-Uni	58 962	56 813	54 524	52 355	50 996	49 638	49 912	49 412	49 892	49 916	48 650	-15,3%	0,0%
25 Slovaquie	1 139	971	978	885	914	1 084	1 112	1 131	1 296	1 917	1 865	68,3%	47,9%
26 Slovaquie	752	607	522	463	444	440	495	507	529	539	569	-21,7%	11,2%
27 Suède	5 296	4 960	5 084	5 114	5 418	5 476	5 548	5 548	5 733	6 326	5 920	10,3%	10,3%
28 Tchéquie, République	2 486	2 239	2 152	2 052	2 042	2 123	2 301	2 298	2 710	2 994	2 910	20,4%	10,5%
Union européenne	268 437	257 974	251 295	243 333	240 330	243 165	252 056	257 801	264 339	276 665	266 431	3,1%	4,7%
Pays candidats													
29 Albanie	210	209	204	192	187	163	157	162	176	197	198	-6,0%	12,2%
30 A.R.Y. de Macédoine	78	76	67	61	64	63	69	71	79	93	89	19,6%	18,0%
31 Monténégro	131	122	115	115	113	108	114	108	120	156	151	19,3%	30,2%
32 Serbie	957	919	888	861	869	836	829	890	818	1 173	1 144	22,6%	43,4%
33 Turquie	11 184	11 280	11 556	11 868	11 865	12 302	14 423	15 480	19 649	20 786	20 448	85,9%	5,6%
États-Unis (US)	849 667	839 803	793 157	732 148	687 112	671 509	669 448	662 550	682 481	719 689	731 751	-15,4%	5,3%
Reste du monde [M-(UE+US)]	675 169	700 770	738 116	780 131	822 124	861 364	863 273	886 990	907 984	926 741	918 816	37,3%	2,1%
Monde (M)	1 793 472	1 798 547	1 782 568	1 785 612	1 749 585	1 776 038	1 784 777	1 807 341	1 854 825	1 922 095	1 916 998	7,2%	3,6%

Note : Les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion (grisé = pas encore membre de l'UE). La Croatie n'est membre que depuis le 1^{er} juillet 2013.
Source : SIPRI Military Expenditure Database

Annexe 2.

POPULATION, PIB ET DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS EN 2019

	Population en 2019 <i>milliers d'habitants</i>	PIB en 2019 <i>milliards d'euros prix courant</i>	Devise nationale	Taux de change moyen en 2019 <i>1 euro =</i>	Dépenses militaires en 2019			
					<i>millions de devise nationale prix courants</i>	<i>millions d'euros prix courants</i>	<i>en euros par habitant</i>	<i>en % du PIB</i>
UE28								
1 Allemagne	83 133	3 845 630	euro €	1,00	44 014	44 014	529 442	1,14%
2 Autriche	8 877	446 315	euro €	1,00	2 892	2 892	325 783	0,65%
3 Belgique	11 484	529 607	euro €	1,00	4 303	4 303	374 693	0,81%
4 Bulgarie	6 976	67 927	nv. lev bgn	1,96	3 716	1 900	272 370	2,80%
5 Chypre	1 199	24 565	euro €	1,00	359	359	299 346	1,46%
6 Croatie	4 068	60 416	kuna hrk	7,42	6 683	901	221 492	1,49%
7 Danemark	5 819	348 078	cour. dkk	7,47	30 389	4 070	699 532	1,17%
8 Espagne	47 077	1 394 116	euro €	1,00	15 342	15 342	325 898	1,10%
9 Estonie	1 327	31 387	euro €	1,00	586	586	441 734	1,87%
10 Finlande	5 520	268 761	euro €	1,00	3 547	3 547	642 536	1,32%
11 France	67 060	2 715 518	euro €	1,00	44 766	44 766	667 556	1,65%
12 Grèce	10 716	209 853	euro €	1,00	4 887	4 887	456 052	2,33%
13 Hongrie	9 770	160 967	forint huf	325,30	553 383	1 701	174 120	1,06%
14 Irlande	4 941	24 188	euro €	1,00	994	994	201 136	4,11%
15 Italie	60 297	2 001 244	euro €	1,00	23 929	23 929	396 853	1,20%
16 Lettonie	1 913	34 117	euro €	1,00	634	634	331 453	1,86%
17 Lituanie	2 787	54 219	euro €	1,00	968	968	347 347	1,79%
18 Luxembourg	620	71 105	euro €	1,00	383	383	617 804	0,54%
19 Malte	503	14 786	euro €	1,00	75	75	148 620	0,51%
20 Pays-Bas	17 333	909 070	euro €	1,00	10 772	10 772	621 456	1,18%
21 Pologne	37 971	592 164	nv. zloty pln	4,30	45 646	10 621	279 723	1,79%
22 Portugal	10 269	237 686	euro €	1,00	4 031	4 031	392 525	1,70%
23 Roumanie	19 357	250 077	leu ron	4,75	20 932	4 411	227 887	1,76%
24 Royaume-Uni	66 834	2 827 113	livre sterl. gbp	0,88	38 205	43 525	651 238	1,54%
25 Slovaquie	5 454	105 422	euro €	1,00	1 666	1 666	305 460	1,58%
26 Slovénie	2 088	53 742	euro €	1,00	508	508	243 301	0,95%
27 Suède	10 285	530 833	cour. sek	10,59	55 969	5 286	513 884	1,00%
28 Tchéque Rép.	10 670	246 489	cour. czk	25,67	66 735	2 600	243 655	1,05%
Total UE28	514 346	18 055 398				239 671	465 972	1,33%
CANDIDATS								
29 Albanie *	2 854	15 278	lek all	123,01	21 702	176	61 813	1,15%
30 Macédoine du Nord	2 083	12 695	denar mkd	61,51	80	1	622	0,01%
31 Montenegro *	622	5 495	euro €	1,00	8 311	8 311	13 358 408	151,25%
32 Serbie	6 945	51 409	dinar rsd	117,85	120 063	1 019	146 689	1,98%
33 Turquie *	83 430	754 412	nv. lire try	6,36	116 143	18 268	218 961	2,42%
Total candidats	95 934	839 289				27 775	289 522	3,31%
-- États-Unis	328 240	21 374 419	dollars usd	1,12	731 751	653 641	1 991 355	3,06%

Sources :

Dépenses militaires : SIPRI Military Expenditure Database ;

Population : Banque mondiale ;

PIB : Banque mondiale ;

Taux de change : Eurostat.

Annexe 3.

LES 40 PRINCIPAUX EXPORTATEURS, 2015-2019.

INDICATEUR DE TENDANCE (MILLIONS TIV)

	2015	2016	2017	2018	2019	2015-2019
1 Etats-Unis	9 963	9 855	12 050	10 414	10 752	53 034
2 Russie	5 990	6 841	6 015	6 506	4 718	30 070
3 France	1 995	2 041	2 367	1 773	3 368	11 544
4 Allemegna	1 766	2 514	1 982	1 071	1 185	8 518
5 Chine	1 799	2 372	1 346	1 140	1 423	8 080
6 Royaume-Uni	1 179	1 376	1 225	699	972	5 451
7 Espagne	1 163	471	820	1 025	1 061	4 540
8 Israël	720	1 392	1 195	655	369	4 331
9 Italie	676	618	793	555	491	3 133
10 Corée du Sud	101	479	751	1 066	688	3 085
11 Pays-Bas	461	471	1 048	438	285	2 703
12 Ukraine	343	486	307	195	91	1 422
13 Suisse	471	212	173	237	254	1 347
14 Turquie	248	232	171	265	245	1 161
15 Suède	175	261	82	159	206	883
16 Canada	346	120	72	111	188	837
17 Norvège	212	122	153	58	32	577
18 Emirats Arabes Unis	131	92	97	113	104	537
19 Australie	87	134	98	38	148	505
20 Belarus	142	152	50	45	115	504
21 Tchéquie	150	148	88	88	13	487
22 Afrique du Sud	58	74	77	65	145	419
23 Inde	42	45	56	43	115	301
24 Brésil	41	111	37	100	10	299
25 Portugal	7	172	56	3	3	241
26 Indonésie	0	86	94	15	8	203
27 Jordanie	16	17	80	1	86	200
28 Bulgarie	70	61	30	14	0	175
29 Finlande	20	43	25	42	24	154
30 Exportateurs inconnus	11	18	14	41	22	106
31 Danemark	25	25	21	28	4	103
32 Ouzbékistan	34	68	0	0	0	102
33 Singapour	48	47	0	0	0	95
34 Belgique	12	7	12	16	42	89
35 Serbie	35	23	2	27	0	87
36 Lituanie	0	0	0	60	0	60
37 Autriche	10	16	22	6	3	57
38 Slovaquie	3	18	22	12	0	55
39 Pologne	3	5	15	21	0	44
40 Iran	15	5	20	0	0	40
Autres	39	37	79	17	28	200
Total	28 605	31 267	31 544	27 165	27 194	145 775

Source : SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

Annexe 4.

LES 40 PRINCIPAUX IMPORTATEURS, 2015-2019. INDICATEUR DE TENDANCE (MILLIONS TIV)

	2015	2016	2017	2018	2019	2015-2019
1 Arabie Saoudite	3 380	2 947	3 934	3 760	3 673	17 694
2 Inde	3 045	2 985	2 931	1 488	2 964	13 413
3 Egypte	1 438	1 684	2 406	1 674	1 193	8 395
4 Australie	1 464	1 025	1 671	1 575	1 399	7 134
5 Chine	1 267	1 142	1 371	1 633	887	6 300
6 Algérie	896	2 899	962	1 253	140	6 150
7 Corée du Sud	272	1 059	1 056	1 106	1 510	5 003
8 Emirats Arabes Unis	1 222	955	965	1 197	644	4 983
9 Irak	1 464	1 789	989	543	175	4 960
10 Qatar	520	903	667	596	2 258	4 944
11 Pakistan	786	840	851	792	561	3 830
12 Vietnam	862	858	755	577	161	3 213
13 Etats-Unis	516	458	524	380	1 048	2 926
14 Israël	681	605	536	543	507	2 872
15 Turquie	441	331	425	591	833	2 621
16 Japon	329	330	453	572	891	2 575
17 Indonésie	438	381	1 178	338	219	2 554
18 Royaume-Uni	397	259	952	518	377	2 503
19 Singapour	147	631	429	592	614	2 413
20 Bangladesh	632	443	322	149	743	2 289
21 Italie	251	759	734	317	186	2 247
22 Thaïlande	173	336	302	630	301	1 742
23 Oman	127	423	777	277	105	1 709
24 Norvège	143	140	352	549	443	1 627
25 Kazakhstan	444	248	214	304	312	1 522
26 Taiwan	630	97	493	109	51	1 380
27 Canada	408	233	334	157	200	1 332
28 Grèce	750	323	52	39	165	1 329
29 Afghanistan	116	176	252	361	391	1 296
30 Maroc	47	287	485	387	26	1 232
31 Azerbaïdjan	335	274	275	322	25	1 231
32 Jordanie	233	233	390	215	85	1 156
33 Myanmar	248	237	101	168	252	1 006
34 Brésil	219	109	100	272	169	869
35 Philippines	153	230	278	18	187	866
36 Mexico	320	314	210	16	3	863
37 Belarus	96	115	147	142	331	831
38 Pays-Bas	64	79	35	142	490	810
39 Koweït	339	162	111	95	70	777
40 Pologne	133	45	153	122	308	761
Autres	3 183	3 929	2 374	2 649	2 305	14 440
Total	28 605	31 267	31 544	27 165	27 194	145 775

Source : SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >
Note : La Belgique se classe à la 90^e place

LES RAPPORTS DU GRIP

- 2017/2 **RDC : enjeux et portraits autour d'un enlèvement électoral**, collectif, 64 p., 8€
- 2017/3 **Bosnie-Herzégovine, 25 ans plus tard, de la guerre à une difficile réconciliation**, Georges Berghezan, 60 p., 8€
- 2017/4 **Traité sur le commerce des armes, Le point sur les discussions et la mise en oeuvre par les États**, Léo Gehin et Cédric Poitevin, 28 p., 6€
- 2017/5 **Fonds européen de la défense - l'UE au secours de l'industrie**, Federico Santopinto, 32 p., 6€
- 2017/6 **Le remplacement des F-16 belges - Processus et enjeux**, Denis Jacqmin, 48 p., 8€
- 2017/7 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2017**, SIPRI/GRIP, 52 p., 8€
- 2017/8 **Résumé du SIPRI Yearbook 2017 - Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 28 p., gratuit.
- 2017/9 **La Turquie après le putsch manqué : reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir**, Léo Gehin, 40 p., 6€
- 2017/10 **La guerre oubliée du Yémen : impasse militaire, casse-tête politique et catastrophe humanitaire**, Lauriane Héau et Christophe Stiennon, 40 p., 8€
- 2018/1 **Autonomie stratégique : le nouveau graal de la défense européenne**, Frédéric Mauro, 36 p., 6€
- 2018/2 **L'industrie de défense ukrainienne : un pied en URSS, l'autre dans l'OTAN**, Denis Jacqmin, 36 p., 6€
- 2018/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2018**, Luc Mampae, 52 p., 8€
- 2018/4 **Résumé du SIPRI Yearbook 2018 - Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 32 p., gratuit
- 2018/5 **Le Brexit et la défense européenne**, Federico Santopinto, 52 p., 8€
- 2018/6 **Exportations d'armes au Maghreb : Quelle conformité avec la position commune?**, Maria Camello, 36 p., 6€
- 2018/7 **La Chine après le «Printemps arabe» - Comblant le vide ?**, Elena Aoun et Thierry Kellner, 60 p., 8€
- 2018/8 **L'Afrique des minerais stratégiques - Du détournement des richesses à la culture de la guerre**, Ben Cramer, 44 p., 6€
- 2018/9 **Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires**, Jean-Marie Colin, 52 p., 8€
- 2018/10 **La composante nucléaire du complexe militaro-industriel français**, Roland de Penanros, 20 p., 6€
- 2019-1 **Évolutions et défis du maintien de la paix. Recueil de publications de l'Observatoire Boutros-Ghali**, collectif, 104 p., 10€
- 2019-2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2019 - Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 20 p., gratuit
- 2019/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2019**, SIPRI/GRIP, 60 p., 10€
- 2019/4 **La Chine au Nicaragua et au Panama: Une nouvelle branche des routes de la soie en Amérique centrale ?**, Thierry Kellner et Sophie Wintgens, 48 p., 10€
- 2019/5 **Enfants-soldats en RDC : évolution et perspectives de la lutte contre leur recrutement;**, Maria Camello, 40 p., 10€
- 2020/1 **La machine de guerre saoudienne à l'épreuve de ses ambitions**, Georges Berghezan, 64 p., 10€
- 2020/2 **L'élargissement de la «responsabilité de protéger» aux urgences climatiques : une fausse bonne idée**, Marion Dussuchal, 44 p., 10€

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
4 numéros par an pour 40 € (frais de port inclus)

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES - Compendium 2020

Ce rapport présente une synthèse des principales tendances et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels, sur la base des Fact Sheets et des bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*.

En 2019, les dépenses militaires mondiales ont atteint 1917 milliards de dollars, soit 2,2 % du produit intérieur brut mondial et environ 249 dollars par habitant. C'est leur niveau le plus élevé depuis 1988. Les dépenses militaires mondiales ont augmenté chaque année à partir de 2015, après avoir connu une diminution constante de 2011 à 2014 à la suite de la crise financière et économique mondiale. Les cinq pays les plus dépensiers en 2019 – les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, et l'Arabie saoudite – représentent 62 % des dépenses militaires mondiales.

Le chiffre d'affaires cumulé réalisé dans la production d'armements par les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde est évalué à 420 milliards de dollars pour l'année 2018. Il s'agit d'une augmentation de 4,6 % par rapport à 2017. La croissance des ventes d'armes du Top 100 en 2018 peut être corrélée à l'augmentation des dépenses militaires mondiales, en particulier la hausse des dépenses américaines de 2017 à 2018.

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures sur la période 2015-2019 a dépassé de 5,5 % celui de la période 2010-2014 et de 20 % celui de la période 2005-2009. Les cinq principaux exportateurs de la période 2015-19 ont été les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine. Les cinq plus grands importateurs ont été l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et la Chine. Entre les périodes 2010-14 et 2015-19, les transferts d'armes vers le Moyen-Orient (61 %) et l'Europe (3,2 %) ont augmenté, tandis que les transferts vers l'Afrique (-16 %), les Amériques (-40 %) et l'Asie et Océanie (-7,9 %) ont diminué.

Dr. Aude-Emmanuelle Fleurant (Canada/France) était jusqu'à tout récemment directrice du programme armements et dépenses militaires du SIPRI. C. Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI. Nan Tian (Chine/Afrique du Sud), Diego Lopes Da Silva (Brésil) sont chercheurs et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI.